No 11 – Du 8 août au 22 août 1977

3 F

l'Humanité Rouge

BIMENSUEL

Supplément à l'HR No 716

Malville

LA VIOLENCE DU POUVOIR



Les lecteurs ont la parole

SOUSCRIPTION PERMANENTE

Pour participer à la collecte indispensable de 60 millions d'anciens francs d'ici le 31 décembre prochain, amis lecteurs et camarades militants, n'attendez pas, envoyez tout de suite vos contributions personnelles et les sommes que vous avez déjà collectées autour de vous. Vous savez qu'il s'agit là d'une nouvelle bataille indispensable pour préparer efficacement les luttes que nous soutiendrons au cours des prochains mois, et notamment pendant l'année 1978.

COMMENT SOUSCRIRE ?

Par tous les moyens possibles : en numéraire, en timbres-postes, mais aussi et surtout par chèques ou par virement postal adressé à notre propre compte :
L'Humanité Rouge
C.C.P. N% 30 226 72 Centre : La Source

Nous n'avons pas l'intention de publier comme par le passé au fur-et-à-mesure l'intégralité des noms ou indicatifs des souscripteurs et les sommes versées par eux. En effet cela occupe une place importante du journal qui fait défaut pour les articles d'actualité politique plus attendus de la totalité des lecteurs. Nous ne publierons que les montants atteints au-fur-et-à-mesure du développement de la souscription permanente d'ici le 31 décembre 1977.

Toutefois nous envisageons d'effectuer en une ou deux fois la publication globale quand la souscription aura atteint ou approché son objectif, afin que chaque souscripteur puisse vérifier que son versement nous est bien parvenu.

Amis lecteurs et camarades militants, n'attendez pas, envoyez nous vos premiers versements tout de suite !

Soutenez votre journal, qui ne peut vivre sans votre appui financier.

Pour l'Humanité Rouge, soutenons activement cette nouvelle bataille idéologique politique et organisationnelle !

LES MARXISTES-LENINISTES ZAIROIS REMERCIENT LES ANTI-IMPERIALISTES FRANCAIS POUR LEUR SOUTIEN.

Des camarades marxistes-léninistes zairois nous ont écrit pour nous remercier et à travers nous *« tous les anti-impérialistes français »* pour *«le travail d'explication et de popularisation de la lutte du peuple zairois contre l'agression social-impérialiste et la politique d'hégémonie des deux superpuissances».*

«La défaite du social-impérialisme russe et ses valets, écrivent ces camarades, *est d'abord et avant tout la victoire du peuple zairois. Que la bourgeoisie et son armée n'aient pas capitulé devant l'envahisseur est une bonne chose que nous, marxistes-léninistes, apprécions et soutenons. En résistant à l'agression du social-impérialisme par «gendarmes katangais» interposés la bourgeoisie zairoise s'est placée objectivement dans le camp du peuple.»*

«Cette victoire, poursuivent-ils, *ne doit pas endormir la vigilance de notre peuple et de nos patriotes, ni relâcher la solidarité des anti-impérialistes conséquents. Nous devons en effet nous attendre à ce que tôt ou tard, sous une forme ou une autre, le social-impérialisme revienne à la charge. Il nous faut donc nous préparer à cette éventualité et nous mobiliser pour y faire face.»*

Les camarades zairois soulignent qu'en lançant son agression le social-impérialisme *«a voulu exploiter le juste mécontentement de notre peuple contre l'oppression qu'il subit sur ses objectifs réactionnaires en escomptant un soulèvement populaire en sa faveur»* . . .

L'UNIFICATION DES MARXISTES-LENINISTES.

Plusieurs lecteurs nous demandent où en est l'unificationdes marxistes léninistes français. Il s'agit là d'une juste préoccupation qui témoigne du souci de la classe ouvrière et du peuple français de se doter d'un parti marxiste-léniniste unique pour combattre la bourgeoisie française et son allié révisionniste et mener à la victoire de la dictature du prolétariat en France.

Ce problème incombe avant tout au Parti communiste marxiste-léniniste de France, auquel nous servons de tribune, et au Parti communiste révolutionnaire marxiste-léniniste. Nous avons pu savoir que les discussions entre ces deux partis se poursuivent et nous nous empresserons de rendre compte de leurs résultats dès que nous en serons informés.

DEMANDE DE CONTACT

— Parce que je considère que seule la dictature du prolétariat imposera la fin de l'exploitation et de l'oppression du capitalisme et permettra la construction du socialisme ;

— Parce que je désire participer à l'édification d'un authentique Parti marxiste-léniniste unique ;

Je demande à prendre contact avec l'organisation des communistes marxistes-léninistes de France

Dans ce but, l'Humanité Rouge peut me joindre à l'adresse suivante :
Nom . . . .
Prénom . . . .
Adresse . . . .
Signature . . . .

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

l'Humanité Rouge

BIMENSUEL

Journal des communistes marxistes-léninistes de France

Dans ce numéro

LA LUTTE DU PEUPLE CORSE

«La liberté ou la mort» : telle est la devise du Front de libération nationale corse qui lutte pour le droit à l'autodétermination (p 6-7)





LES USA, TOUJOURS DANGEREUX *(p.14-15)*

LA LUTTE DU PARISIEN LIBERE

Une longue lutte de 2 années, mais qui débouche sur quelle victoire ? (p. 18-19)

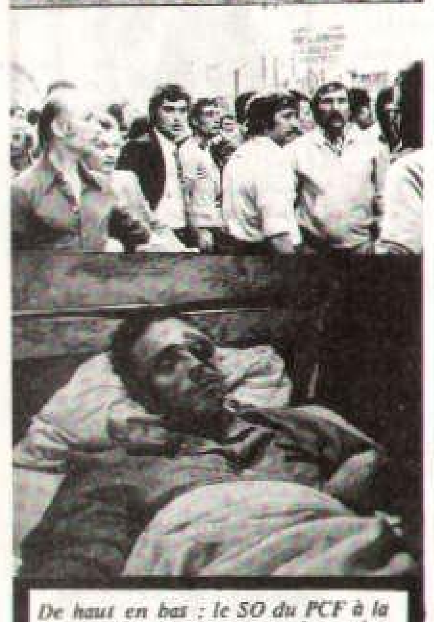


L'Humanité rouge
BP 61
75861 Paris cedex 18
CCP 30 226 72 La Source
Commission paritaire n° 57952

Directeur politique : Jacques Jurquet. *Redacteur en chef :* Henri Jour. *Rédacteurs :* Michel Bataille, Annie Brunel, Léon Cladel, André Colère, Jacques Duroc, Joël Fabien, Serge Laforge, Guy Le Breton, Philippe Leclerq, Évelyne Le Guen, Fernand Lenoir, Jean Nestor, Lucien Nouveau. *Secrétaire de rédaction :* Claude Liria. *Maquette et illustration :* Alexis Vert et Jean Luc Boyer. *Dessinateurs :* Silvestre et Lucha. *Administration :* Arthur Lepuy, Henri Bernard. *Imprimerie La nouvelle.* Directrice de publication : Suzanne Marty.

TUÉ par les gros bras du PCF !





De haut en bas : le SO du PCF à la fête de l'Humanité ; contre le cortège du PCMLF le 26 juin 1975.

Le mercredi 13 juillet, un ouvrier portugais, maçon, âgé de 32 ans et père de quatre enfants est mort à l'hôpital de Clermont-Ferrand. Il est mort assassiné par un service d'ordre armé. Il est mort comme est mort Pierre Maitre, assassiné par la CFT à Reims, au mois de juin. La seule différence, c'est que Antonio Da Costa Gonçalves lui, a été assassiné par le service d'ordre du PCF !

L'agression s'est déroulée dans la nuit du 3 au 4 juillet au cours de la fête régionale de l'Humanité, à Pont-du-Chateau.

Les responsables

Vers 1 h moins le quart du matin, trois ouvriers portugais se présentent à l'entrée de la fête. Ils veulent entrer. Le service d'ordre les en empêche. Il est trop tard, parait-il... Mais les choses ne s'arrêtent pas là. La bande de gros bras du PCF, à moitié ivres depuis le milieu de l'après-midi, se jettent sur les ouvriers portugais, au cri de «Sales Caraïs, vous pouvez rentrer chez vous».

Même un accrochage, toujours possible dans un bal ou une fête, n'explique pas qu'un service d'ordre s'en prenne précisément aux «Sales Caraïs», (1) en assommant un à coups de barres de fer, en blesse un autre d'une large estafilade à la cuisse, défonce à coups de barres de fer la voiture d'un troisième qui cherchait à s'enfuir.

Les responsables directs de la mort d'Antonio, ce sont les dirigeants du PCF : Marchais, Leroy, Kanapa, et toute la clique. Ces gens-là manipulent toute une bande de nervis, que l'on dope à grands coups d'alcool, que l'on arme, que l'on paie et que l'on entraine pour la cogne, uniquement pour la cogne.

Et en 78 ?

Nous savons que nombreux parmi les militants de base du PCF sont ceux qui ne sont pas d'accord avec les méthodes de ce service d'ordre de type fasciste. Souvent ils ont été témoins de ces méthodes lors de manifestations. Parfois ils en ont été victimes eux-mêmes.

Mais il faut réfléchir plus loin que cela. Si le PCF arrive au pouloir, il manipulera alors non seulement ses propres polices parallèles, mais aussi tout l'appareil d'État, sa police et son armée. Et pourquoi n'emploierait-il pas les mêmes méthodes qu'aujourd'hui ?

Voilà pourquoi les marxistes-léninistes non seulement ne font aucune confiance aux DIRIGEANTS du PCF, mais les qualifient de sociaux-fascistes (2). Voilà pourquoi aussi les travailleurs doivent les combattre au même titre qu'ils combattent et combattront ceux qui dirigent des bandes armées comme le SAC ou la CFT.

Philippe LECLERQ

Note.
(1) Caraïs : insulte raciste à l'encontre des Portugais.
(2) Social-fasciste : socialiste en paroles, fasciste dans les faits.

AUTRE FETE, MEMES PRATIQUES !

Le 25 juin à 17 heures 45, la coordination des Groupes femmes de Marseille se présente à l'entrée de la fête de la Marseillaise journal du PCF, devant les guichets. Elles s'apprêtent à distribuer un tract.

Sans même avoir pris connaissance du tract, se refusant à toute discussion, le service d'ordre (que les Groupes femmes ont pourtant informé de l'autorisation obtenue) moleste violemment une militante à coups de poings.

Elle est blessée au coude, au genou, et elle a une côte fracturée.

Les militantes sont ensuite constamment l'objet d'intimidations verbales et d'insultes sexistes du genre: «Amenez vos mecs, on pourra discuter. Vous les femmes vous êtes toujours là pour planter la merde.»

Parler de détente, c'est cacher les préparatifs de guerre

«Quiconque parle de guerre en Europe cherche le chaos. Pour le progrès de l'économie internationale et la restauration d'une paix garantie, un sentiment de sécurité, qui est possible seulement par le désarmement, est nécessaire.»

Hitler, 10 octobre 1936

«A mon avis, les objectifs de la détente de Moscou sont (...) d'abord un ralentissement puis une réduction de la course aux armements.

«En ce qui concerne la limitation des armements, Brejnev croit qu'il existe un code tacite de bonne conduite qui implique un plafond ou une réduction... Carter a introduit, en politique étrangère, une nouvelle dimension idéologique, (...) elle met en question le processus de la détente.»... «A moins que les superpuissances ne retrouvent un langage commun, il ne fait pas de doute, pour moi, que nous connaitrons bientôt un climat tout a fait différent de celui que nous avons connu ces dernières années.»

Ces déclarations, qui ont valu à leur auteur les félicitations de l'agence soviétique Tass, et dont l'Humanité dans son numéro du 19 juillet s'est fait très largement l'écho, sont extraites d'une interview donnée par Giscard à un grand journal américain, Newsweek. En un mot, tout va bien de par le monde, Brejnev est plein de bonne volonté, et si la détente ne marche pas bien, c'est la faute à Carter qui ne respecte pas le code de bonne conduite *«pour quelque motif caché»*. Dans la bouche d'un Giscard, qui sait très bien à quoi s'en tenir sur le niveau de la soi-disant détente, qui sait très bien que derrière les belles paroles de paix se cachent tant en URSS qu'aux Etats-Unis, d'intenses préparatifs de guerre, ces déclarations sont les manifestations d'un intolérable esprit de capitulation face au social-impérialisme, digne des plus beaux jours de Munich.

Il est certain que Carter a amené un nouveau style dans les relations de Washington, avec Moscou. Nixon, puis Ford avaient accepté le jeu de la détente, c'est-à-dire que l'on continuait la course aux armements, mais qu'on la cachait soigneusement derrière un rideau de fumée pacifiste.

Aujourd'hui, l'administration américaine, s'étant rendu compte que ce jeu ne profitait en définitive qu'à l'autre superpuissance, veut rompre ce que Giscard appelle «code de bonne conduite» et appeler un chat un chat.

Ce que Giscard reproche à Carter, ce n'est pas de s'armer, c'est d'en parler et pour cause ! Il n'ignore pas, en effet, que la course aux armements n'a jamais cessé. Qu'espère la bourgeoisie française en agissant ainsi ? Ne pas vexer Moscou et rester en dehors d'un conflit entre les deux grandes puissances qu'elle sait maintenant inévitable. La France *«se réserve la liberté de décider si oui ou non, elle participe à un conflit»*.

Comme si on choisissait de participer ou non à une guerre dont on est l'enjeu principal ! Car c'est bien ainsi que se pose le problème. Les deux superpuissances ne préparent pas un conflit mondial pour le plaisir, mais pour le repartage du monde et en premier lieu de l'Europe. Dans ces conditions, espérer y rester extérieur est une grave illusion. La politique que prône Giscard est une politique de soumission aux superpuissances. La bourgeoisie française espère y retrouver son compte comme elle le retrouve aujourd'hui dans la répression, côte à côte avec l'Union soviétique, du peuple tchadien.

Pour nous, nous disons que rien n'est plus précieux que l'indépendance véritable. Mais nous savons que cette indépendance, ce n'est pas la bourgeoisie qui peut nous l'assurer. Nous ne voulons ni de Washington, ni de Moscou, mais nous savons que ce n'est pas en faisant des concessions à l'un que l'on se préserve de l'autre. L'histoire récente a encore montré qu'un peuple aussi petit soit-il pouvait résister victorieusement à l'agresseur le plus fort pour peu qu'il soit mobilisé et dirigé par le prolétariat et son parti. C'est là la seule voie de l'indépendance véritable et de la paix réelle.

Fernand LENOIR

CORSE

La lutte d'un peuple

Vingt-sept attentats en Corse dans la nuit du 14 au 15 juillet. Le peuple corse a fêté le 14 juillet à sa manière. Les objectifs visés étaient soit de grandes propriétés de colons français, soit des centres militaires.

Cette lutte entre le peuple corse et l'État français est vieille de deux siècles.

Le 13 juillet 1755, Pasquale Paoli est élu chef de la nation corse. Il lui donne une constitution démocratique, 34 ans avant la Révolution française de 1789. Durant 14 ans la Corse va être une nation indépendante. Cette indépendance est le fruit d'une longue lutte contre l'occupant génois.

Mais le 15 mai 1769, Gênes propose à la France d'occuper militairement la Corse et d'y demeurer jusqu'au remboursement par Gênes de deux millions de livres à la France. Le peuple corse est vendu comme du vil bétail.

Depuis lors le peuple corse va être sauvagement exploité par l'Etat français. Toute son économie va être peu à peu remaniée pour correspondre aux besoins de l'économie française. La Corse sous le capitalisme français devient de plus en plus une terre de monoculture, la vigne, et un centre de tourisme.

De plus en plus les terres sont concentrées entre les mains de quelques gros propriétaires non corses.

Le tourisme est lui aussi aux mains des grosses sociétés capitalistes françaises, du genre Club-Méditérannée.

Dans ces conditions le peuple corse devient de plus en plus pauvre, pauvreté qui vient s'ajouter au fait que la vie culturelle corse est elle aussi assassinée dans ce «département français».

Mais là ou il y a oppression il y a résistance. C'est cette résistance qui s'exprime par les attentats du 14 juillet, comme elle s'est exprimée lors des événements d'Aléria. Et cette résistance progresse.

Pour nous marxistes-léninistes, chaque peuple a le droit de choisir librement son sort et son destin. C'est ce droit que le peuple corse est en train de conquérir, par la lutte.



Une forêt de drapeaux corses

L'ETE CORSE

...e notre correspondant

L'été venu, l'Etat et les monopoles français voudraient voir la terre corse consacrée au tourisme. Pourtant, si tourisme il y a,l'été est surtout l'occasion pour le peuple corse de se retrouver sur sa terre. Ces retrouvailles, la présence massive pour cette période des forces armées françaises, la multiplication des provocations d'une poignée de barbouzes contribuent à créer ici une situation politique tendue bien sûr, mais surtout porteuse des espoirs d'un peuple de plus en plus conscient que rien ne se résoudra sans qu'il prenne son avenir en main.

En temps normal la population corse sur l'île se limite à un peu plus de 100 000. La période estivale est l'occasion pour tous ceux qui sont obligés de trouver untravail en France, de revenir au village et de participer aux multiples activités de caractère politique ou culturels qui s'y développent.

Ce qui frappe ici, c'est le haut niveau de conscience de la population sur toutes les questions urgentes qui intéressent l'île et son avenir. Dans les rues, dans les cafés en particulier, les conversations vont bon train et même s'il y a des desaccords, il y a avant tout la solidarité vis-à-vis de tous ceux qui agissent pour que la Corse ne soit plus malmenée et pillée comme elle l'est actuellement.

DOCUMENT

Extrait du programme du Front de libération nationale de la Corse (FLNC) : «A liberta o a morte».



«Comment on cherche à nous détruire définitivement»

La première partie du programme du FLNC traite de la situation actuelle de la Corse.

SITUATION DEMOGRAPHIQUE

En 1885, la Corse était peuplée de Corses. Nous étions 280 000. Aujourd'hui on tente d'éliminer notre peuple. Nous ne sommes plus que 110 000 Corses en Corse.

Aujourd'hui la France nous remplace volontairement par une population étrangère. Il y a déjà 110 000 non-Corses en Corse! Notre pays est une colonie de peuplement.

Demain le peuple corse acceptera-t-il de disparaître? En 1985, l'Etat français prévoit: 320 000 habitants en tout, dont 180 000 étrangers et 140 000 Corses. Notre peuple serait alors complètement submergé sur son propre sol.

Encore des chiffres qui parlent: De1956 à 1973, 50 000 Corses ont été obligés de s'expatrier. Chaque année, notre peuple enregistre 2100 naissances et 2500 décès. Chaque année l'exil et la mort arrachent à notre peuple 2000 des siens. 6000 étrangers débarquent par an sur notre sol. 800 000 des notres sont dispersés de par le monde.

SITUATION ECONOMIQUE

Déclin des activités au service de notre peuple.

Déclin de la vie agricole:
1881: 260 000 ruraux.
1976: 30 000 ruraux.

Céréales:
1800: 144 000 hectares cultivés.
1960: 3 800 hectares cultivés.

Exploitations agricoles.
1957: 12 280 exploitations agricoles.
1976: 7120 exploitations agricoles.

Après avoir donné des chiffres du même ordre concernant l'élevage, le programme du FLNC explique le déclin de l'industrie:

En 1883, pour Bastia seulement :
des fabriques de savon
des industries du tabac
des verreries
13 vanneries
3 forges
36 moulins à huile
350 moulins à farine
250 métiers pour la fabrication de la toile
112 machines à tisser
7 distilleries

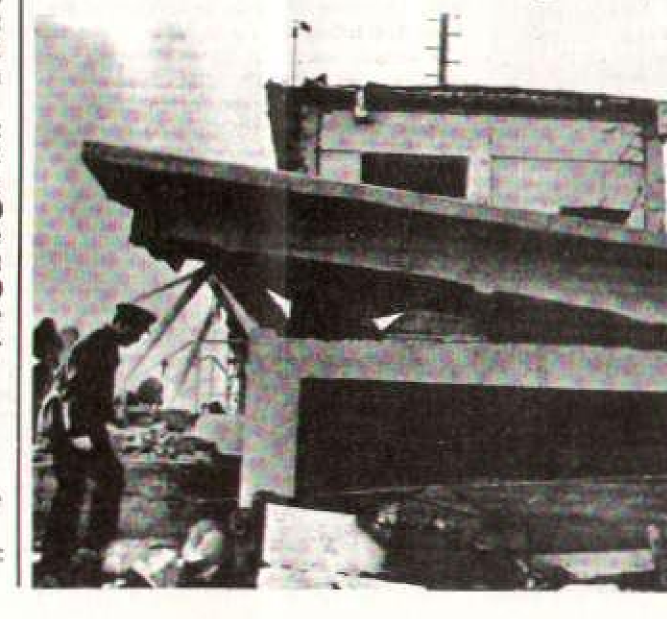
En 1976:
RIEN, ou presque rien, alors que les bases du développement existaient;

Mais parallèlement à ce sabotage, organisé de l'économie corse, un autre phénomène se développe:

L'essor d'activités économiques au service du colonialisme:

Une culture uniforme (exemple de la vigne) qui profite aux colons «Pieds noirs».

Un pillage des ressources touristiques qui profite aux grandes sociétés étrangères et qui défigure notre pays.


Bâtiment militaire détruit à l'exp... sif

DE LA MAJORITE OU DE L'OPPOSITION, ILS SONT CORROMPUS ET BOURGEOIS !

Dehors les vieux partis !

Nous recevons de nos lecteurs de nombreuses informations qui témoignent sous deux aspects de la situation après la victoire de l'Union de la «gauche» aux dernières municipales :

— d'une part, les élus de «gauche» ne diffèrent guère des autres quant à leur attitude à l'égard des travailleurs en lutte et de ceux qui les ont élus.

— d'autre part, leur «union» n'est pas moins fissurée que celle de la «coalition de la majorité», surtout lorsqu'ils se trouvent en position d'exercer quelque pouvoir.

C'est le fruit inéluctable de leurs lignes qui, dans leur diversité, n'ont qu'un but : soigner le capitalisme bien malade d'une crise dont la profondeur ne peut manquer d'aiguiser au plus haut point toutes les contradictions : celles entre la classe ouvrière et tous les exploités face à la classe bourgeoise comme celles au sein même de la bourgeoisie.

CARRIERISME

ARRIVISME

PARASITISME...

ET OPPOSITION

OUVERTE AUX

TRAVAILLEURS

A Besançon, c'est le maire «socialiste» qui met en garde les ouvriers de Lip *«contre la lassitude de l'opinion publique (!) qui souhaite voir se terminer un conflit qui n'a que trop duré»* et leur recommande de *«réfléchir... et d'envisager des solutions positives et constructives»* sans «se bercer d'illusion» quant à ce qu'ils peuvent attendre de la municipalité !

Voilà qui a le mérite de la clarté et qui contraste avec les promesses et les bonnes paroles pré-électorales.

*

Comme autre exemple, rappelons la scandaleuse attitude de la municipalité à majorité PCF de Couéron (près de Nantes) après la destruction dans ce bourg des registres d'enquête pour la centrale nucléaire du Pellerin : celle-ci regrettait *«que des personnes animées d'un idéal social soient tombées dans le piège de la provocation (et) servent ainsi de prétexte à la répression»* !

C'est l'application directe de la ligne de Marchais aux travailleurs *«nihilistes, démagogues, rétrogrades»* qui combattent le capitalisme dans les affaires nucléaires !

Une autre lettre nous informe des pratiques d'une municipalité (celle de la Seyne-sur-Mer) aux mains du PCF depuis 40 ans. Notre correspondant a visiblement suivi de près tous les épisodes de la dégénérescence de ce parti (et en a subi les conséquences) :

— exclusions de ses rangs de ceux qui émettaient la moindre critique.

— distribution de «sinécures à toute sorte de pèlerins sans autre compétence que celle de détenir la carte du PCF»

— organisation de *«beuveries et banquets pour amis de cette mafia et autres clients»* dont tout un chacun est au courant.

— *«carriérisme, arrivisme, parasitisme : ils ont pour la plupart quitté l'atelier ou l'usine pour s'installer dans le fauteuil, et... passer à la caisse à la fin du mois»*

— *«ils sont allés si loin dans la gabegie»* que le préfet du Var *«a dû émettre des réserves sur la façon dont est utilisé l'argent des contribuables»*.

*

Un autre correspondant nous décrit l'ascension d'un membre du PCF, délégué CGT dans une usine de Rhône-Poulenc, qui, à la faveur de sa place de conseiller municipal, s'est lancé dans la construction d'arènes portatives, soit disant «pour sa ville», mais qu'il s'est depuis appropriées, loue un peu partout et transporte avec ses 4 camions acquis entretemps !

*

Quant à leur unité,
en voici quelques exemples
également bien édifiants

DISPUTES

ET

QUERELLES...

JUSQU'A

EN VENIR

AUX MAINS

A Vitrolles, dans les Bouches-du-Rhône, des accords passés avant les élections concernant la répartition des fauteuils (des commissions) ne sont pas respectés après.

Les attribu tions des commissions réservées au PS sont rognées et réduites à leur plus simple expression au point que les conseillers de ce parti se refusent à y siéger, que le fonctionnement de la municipalité est bloquée et que les deux camps en sont venus aux mains !

Outre les «grincements» plus connus de Chatellerault, rappelons les «problèmes» de Marseille où le PCF refuse 5 postes municipaux offerts par Defferre : c'est que les dirigeants locaux du PCF ont bien du mal à faire admettre à la classe ouvrière l'union avec un politicien bourgeois du genre de Defferre qui, depuis des années qu'il administre la ville, a eu le temps de se faire connaitre des travailleurs ! Le problème est tel que le sieur Hermier, membre du Bureau politique du PCF, est «descendu» à Marseille pour y mettre un meilleur ordre ... révisionniste !

*

Mais ce que refuse ici le PCF (les sièges que lui offre Defferre à Marseille) le PS, en lui retirant ceux acquis pas loin de là (à Bagnols-sur-Sèze) soulève les plus vives protestations du parti de Marchais !

*

Car dans ce domaine, le PS n'est pas en reste. C'est ce que montre une circulaire interne de ce parti (que nous a transmise un lecteur) destinée à ses membres militant dans la Fédération Cornec des Parents d'élèves (FCPE).

Il y est donné des directives pour mener, en vue du dernier congrès de cette organisation (*) la lutte contre le PCF pour l'empêcher de prendre la direction :

«Face à la progression de l'opposition au sein de la FCPE, opposition essentiellement organisée, animée, impulsée et contrôlée par les communistes, il convient de mettre en œuvre une stratégie adaptée, propre à stopper cette progression et permettant de recréer un courant majoritaire confiant, actif, se reconnaissant dans les orientations de la fédération et apte à regrouper l'immense majorité des militants de base.

»Une telle stratégie suppose la conjonction des efforts de tous les non-communistes attachés à un même idéal qu'il s'agisse de l'école ou de la société, c'est-à-dire de l'apprentissage et de l'exercice de la démocratie.

»En conséquence, il conviendra dans les départements où les communistes tiennent l'appareil d'assurer la représentation du courant «majoritaire» dans le conseil d'administration et de faire respecter, quelle que soit l'argumentation utilisée et elle sera habile., les mandats majoritaires. Il est intolérable que dans certains départements, où les communistes ne sont pas seuls au CA, tous les mandats soient portés en contre.

»La composition de la délégation doit donc tenir compte des rapports de force interne. Ne pas laisser la place aux autres : ils l'occuperont à des fins partisanes. Ne pas oublier que le secrétaire général a besoin d'un soutien actif des délégués majoritaires».

*

Saine ambiance, comme on voit : pâle image de ce qui peut se tramer au niveau des «états-majors» ou des municipalités des grandes villes avec les milliards que l'«Union» de la «gauche» a déjà à y brasser !

Rien à envier aux coups bas qu'on se distribue dans la «majorité» : la différence est que ces derniers sont au pouvoir ; les moyens sont encore plus importants ! Mais nul doute que ceux de l'«opposition» les égaleront sans peine s'ils y viennent !



Dehors les vieux partis !

(Suite)

Au sein même des partis de «l'opposition», il y a des clans organisés et structurés.

Le PS a son CERES et les divers «groupes» qui constituent la «majorité» (le dernier congrès n'a pas réglé les oppositions).

Divisés jusque dans leurs rangs

Le PC a le groupe qui fait paraître la revue «Le Communiste», pas plus communiste d'ailleurs que le groupe de Marchais sur lequel elle tire à boulet... rouge, ni que celui qui s'exprimait, il y a peu dans les colonnes du «Monde», pour critiquer le premier «prosoviétique» et le second «social-démocrate».

PRENONS FERMEMENT EN MAIN NOS LUTTES

Division profonde, aspect tactique chez l'un ou l'autre pour gagner «l'électorat» sur la «gauche» ou sur la «droite». Assurément, les membres honnêtes de ces partis ne peuvent se reconnaître dans tous ces tripatouillages. Ce sont bien là des affaires de politiciens bourgeois !

Et dans la situation de crise du système qu'ils défendent, plus ils sont proches du pouvoir, plus ouverte est leur opposition aux travailleurs et plus aigues leurs disputes ! Dans leurs luttes quotidiennes ou pour leurs intérêts plus lointains, les travailleurs ne gagneront rien à remettre leur sort entre de telles mains ou à leur abandonner la direction de leur combat !

De leur sort de de la direction de leurs luttes, ils doivent au contraire se saisir fermement et rejeter toute illusion à l'égard des dirigeants des partis dits de «gauche».

DU COTE DE LA MAJORITE

Les partis qui la composent exerçant le pouvoir depuis de nombreuses années, les travailleurs ont évidemment une masse d'exemples beaucoup plus grande prouvant qu'ils n'ont rien à en attendre et qu'ils sont au service du capitalisme.

De même leurs divisions ont défrayé la chronique en particulier au moment des municipales (l'affaire de Paris) et quelques scandales viennent régulièrement mettre en lumière leurs trafics et tripatouillages où des milliards passent sous les tables avec pour intermédiaire la pègre la plus répugnante ; des égoûts de Nice à la famille Dassault, des trottoirs de Strasbourg aux couloirs de la Paternelle ou au trou des Halles, les éclaboussures sont nombreuses mais n'en sont pas moins seulement l'écume de l'océan.

Les coups bas s'y distribuent aussi sans ménagement non sans laisser çà et là quelques cadavres (De Broglie)...

Si aujourd'hui on parle abondamment d'union, chacun sait que Giscard et Chirac se disputent activement la direction de cette «coalition» et que ni l'un ni l'autre n'a pour l'instant renoncé.

Quant à Lecanuet, dans le cadre de cette «unité», il annonce la sortie d'un journal (à grand renfort de milliards) qui doit tirer à 250 000 exemplaires et Servan-Schreiber, toujours égal à lui-même, prend quelque distance : on ne sait jamais pour l'avenir...

Bref, ça continue !

Tous ces vieux partis de la majorité et de l'opposition ont beau changer régulièrement de nom pour rajeunir un peu leur façade, derrière se cachent toujours les mêmes sordides manipulations où trempent constamment le personnel politique de la bourgeoisie pour maintenir et perpétuer la domination du capital, le règne des exploiteurs.

Un seul n'a pas changé de nom, mais il a changé de nature : le PCF est ainsi venu rejoindre le troupeau des partis bourgeois, des vieux partis que l'histoire condamne avec le système qu'ils défendent. Les travailleurs s'y trompent de moins en moins.

Seul un authentique parti prolétarien, un parti marxiste-léniniste peut défendre sans arrière-pensée leurs intérêts de classe.

Ni plan Barre ni Programme commun !

Jacques DUROC

(*) Lors de ce congrès qui a eu lieu début juin à Albi, le PCF n'est pas parvenu à ses fins, il n'a pas conquis la direction.

Triomphe de la ligne prolétarienne du président Mao

Le rétablissement de Teng Siao Ping dans toutes ses fonctions au sein du Parti communiste chinois et l'exclusion à jamais de la bande des Quatre décidés le 22 juillet par le Comité central ont été accueillis avec enthousiasme par tout le Parti et le peuple chinois et ont rempli de joie tous les amis de la Chine.

En France, les éternels ennemis de la révolution chinoise et la presse bourgeoise qui, décidément, n'y comprend pas grand chose, se sont répandus en mensonges. Ainsi y ont-ils vu – avec beaucoup d'espoir – la liquidation de la Révolution culturelle, le triomphe d'une politique plus «pragmatique» qui s'attelerait exclusivement à la production et la fin du clan «de gauche» «affreusement calomnié».

Ces décisions ont pu par ailleurs troubler certains amis sincères de la Chine. La raison en est que la bande des Quatre avait réussi à s'emparer de la presse et l'a utilisée pendant quelque temps pour créer une opinion publique favorable à ses projets contre-révolutionnaires.

«Faire la révolution et promouvoir la production» : le marxisme-léninisme contre l'idéalisme bourgeois

Une des principales accusations portée contre Teng Siao Ping par les Quatre était de ne se préoccuper que de production en oubliant la lutte de classe et la révolution. Les Quatre ont en particulier condamné trois textes rédigés par Teng Siao Ping comme étant des «herbes vénéneuses» en se gardant bien de les citer intégralement. Il s'agit du *«Programme général de travail pour tout le Parti et tout le pays»*, du *«Projet de rapport sur le travail des instituts scientifiques»* et de *«Quelques problèmes relatifs à l'accélération du développement industriel» (les Vingt points)*. Ces textes sont aujourd'hui disponibles et nous permettent de juger qui défendait la ligne du président Mao et qui l'attaquait, qui était fidèle au marxisme-léninisme et qui faisait preuve d'idéalisme et appliquait une ligne révisionniste.



Teng Siao-ping, Houa Kouo-feng, Ye Kien-ying.

Dans les «Vingt points», Teng Siao Ping affirme : *«Il faut mettre au poste principal l'étude de la théorie de la dictature du prolétariat, promouvoir la stabilité et l'unité et promouvoir le développement de la production. Si l'on prête seulement attention à la production et si l'on oublie la lutte entre les deux classes et les deux voies notre travail s'engagera sur une voie erronée et on ne peut plus parler de construction du socialisme. Mais,* ajoute-t-il, *il est également erroné de ne pas prêter attention à la production, considérer la production comme quelque chose dont on peut se passer ou de peu d'importance»*. N'est-ce pas là exposer le rapport dialectique entre révolution et production et être fidèle à la consigne du président Mao *«Il faut faire la révolution et promouvoir la production»* ? Pourtant les Quatre s'écrièrent – en se gardant de diffuser le texte, en le falsifiant et en le tronquant – que c'était là mettre *«le professionnalisme au poste de commandement»* qu'il s'agissait de la réédition de « *la théorie des forces productives»* . Pour eux, il suffisait de faire la révolution, la production se faisait d'elle-même.

Teng Siao Ping dans le «Programme général» s'élève justement contre cette conception idéaliste des Quatre. « *Certains camarades,* écrit-il, *coupent la politique de l'économie, la révolution de la production... Dès qu'ils entendent dire qu'il faut prendre en main l'économie, s'occuper de l'édification économique, les voilà qui vous collent l'étiquette de la «théorie des forces productives» et ils disent que vous pra-*

Triomphe de la ligne prolétarienne du président Mao

tiquez le révisionnisme. Ce point de vue est totalement erroné... Seuls des gens imbus d'histoires de miracles pourraient croire que la production se développera tout naturellement si on fait la révolution sans faire l'effort de prendre en main la production».

Les Quatre qui parlaient sans cesse de la pensée maotsétoung s'y opposaient en fait, pratiquaient l'idéalisme et sabotaient la production sous prétexte de faire la révolution. Il s'agit bien d'une ligne bourgeoise opposée à la ligne prolétarienne.

Une politique prolétarienne contre le révisionnisme et l'anarchie

La politique idéaliste et contre-révolutionnaire des Quatre se retrouve dans tous les domaines. Partout ils se sont opposés à la pensée maotsétoung, partout ils ont tenté de semer l'anarchie, la division, le sabotage.

Ainsi en ce qui concerne l'enseignement, Chang Chun Chiao affirmait :
«Entre un exploiteur cultivé doté d'une conscience bourgeoise, un aristocrate de l'esprit et un travailleur inculte doté d'une conscience socialiste, lequel choisissez-vous ? Moi, je choisis le travailleur sans culture, pas l'autre.» Chang Chun Chiao ne concevait pas qu'il puisse y avoir des travailleurs instruits. Cette thèse propage la théorie de l'inutilité des connaissances. La directive de Mao qui affirme qu'il faut «être rouge et expert» était critiquée par les Quatre qui disaient que c'était là de l'éclectisme car elle mettait rouge et expert sur le même plan. Quiconque voulait s'adonner à l'étude des sciences et de la technique était accusé de «prendre la voie des experts blancs». Teng Siao Ping était la cible d'attaques de ce type quand il affirmait dans le «Projet de Rapport»: *«Sans aucune connaissance des langues étrangères, sans mathématiques, ni physique, ni chimie, va-t-on escalader de hauts sommets ? Les sommets les plus moyens seront aussi hors de portée. Même les montagnes basses feront problème. »*

Echec à la falsification de la pensée maotsétoung

De même les Quatre, sous prétexte d'aller à l'encontre du «respect des maîtres» incitaient les lycéens et étudiants à se révolter contre leurs professeurs quels qu'ils soient et propageaient des idées anarchistes. L'essentiel, en l'occurence, n'est-il pas de savoir quel est le contenu de classe de l'enseignement de ces professeurs ? Mais voilà qui préoccupait fort peu les Quatre.

N'a-t-on pas vu dans la presse chinoise reproduite des centaines de fois les pseudo-citations de Mao Tsé-toung «on a raison de se révolter» ou «il faut critiquer les réglements». Mao Tsé-toung aurait-il à ce point oublié la vision de classe. Non, bien sûr. Mao Tsé-toung, lors de la Révolution culturelle a lancé les consignes :
«On a raisonde se révolter contre tout ce qui est réactionnaire» et «il faut critiquer les réglements irrationnels».

Tronquer ces citations revenait à leur ôter tout caractère de classe et à semer des théories anarchistes.

Il en est de même en ce qui concerne le parti, l'attitude à adopter vis à vis des techniques étrangères, le domaine artistique, l'élévation du bien-être des masses etc... Les faits montrent que les Quatre s'opposaient à la ligne révolutionnaire du Président Mao et aux acquis de la Révolution Culturelle.

On comprend bien la joie du peuple chinois lors de l'éviction des Quatre et du rétablissement de Teng Siao Ping dans ses fonctions au sein du parti.

La ligne contre- révolutionnaire est liquidée. La Révolution chinoise poursuit son chemin triomphal.

Pierre DELAUBE.

Le peuple en liesse après les décisions du Comité central du PCC.

Nous recommandons vivement à nos lecteurs la lecture du dossier publié par l'Association des amitiés franco chinoises «A propos de Teng Siao Ping». En vente à la librairie «Les Herbes sauvages» ou à commander à l'Association 32, rue Maurice Ripoche – 75014 Paris.



Piquet de grève à Grunwick

UNE GRANDE LUTTE DE CLASSE

Comptant parmi les plus touchées d'Europe par la crise (le taux de chomage est aujourd'hui le plus élevé depuis la dernière guerre) la classe ouvrière britannique méne aussi des combats parmi les plus durs. Elle vient en particulier d'empêcher les syndicats de signer avec le gouvernement, pour la troisième année consécutive, des accords bloquant totalement les salaires.

Une des luttes les plus exemplaires se méne actuellement dans une usine de traitement photographique du nord de Londres, Grunwick. là, depuis 45 semaines, les travailleurs se battent pour le droit syndical et pour la réintégration de 250 d'entre eux renvoyés pour fait de grève.

Trés rapidement la lutte des travailleurs de Grunwick se signala par son caractère de classe et son organisation, comprenant notamment un comité de grève et l'appel direct à la solidarité des autres travailleurs. Elle se signale également aujourd'hui par la lutte que mènent les travailleurs contre les tentatives de trahison de la direction syndicale réformiste de l'APEX, essentiellement sur deux points: le piquet de grève et la direction de la grève.

Le secrétaire général de l'APEX, R. Grantham, prétend diriger la lutte, il veut de plus limiter le piquet de grève à 500 personnes. Or, justement, ce piquet de grève, c'est la force des travailleurs de Grunwick, c'est autour de lui que s'est développé un mouvement sans précédent de solidarité.

De partout en Angleterre, des sections syndicales entières se sont déplacées pour venir y participer. Le 8 aout, par exemple, 5000 mineurs sont attendus à Grunwick, ils succéderont aux enseignants. «Nous ne tolèrerons pas la moindre trahison de nos objectifs, ont déclaré les grévistes, nous rejetons totalement le point de vue de Grantham sur le piquet».

Il faut dire que ce piquet est une nécessité absolue, car à plusieurs reprises déjà les ouvriers en lutte ont été victimes d'agressions de la police du gouvernement «travailliste».

Le 11 juillet par exemple, c'est face à 18 000 travailleurs, dont 3 000 mineurs, tous venus en soutien, que se retrouvèrent les 4 000 flics des «Groupes de patrouille spéciales».. Les affrontements firent plus de 30 blessés. 25% de la police de Londres avait été mobilisée ce jour-là pour permettre l'entrée dans l'usine des jaunes. A nouveau ce fut un échec pour le patronat.

De par la détermination des travailleurs, de par l'immense soutien qu'a reçu cette grève d'immigrés organisée sur une base de classe, la lutte de Grunwick est devenue le symbole des nouvelles luttes classe contre classe qui se développent aujourd'hui contre la politique d'austérité du gouvernement de Callaghan.

Fernand Lenoir.

Avant la grève, l'usine Grunwick employait 450 personnes, pour la plupart des ouvriers, des imprimeurs et des employés de bureau.

90% du personnel est composé d'immigrés venant d'Asie et d'Afrique de l'est. La plupart des travailleurs sont des femmes.

L'une d'elles dit: «Nous sommes venus travailler là parce que nous étions nouveaux dans le pays et que nous ne connaissions pas bien les salaires. Nous ne savions rien du tout des syndicats».

Les salaires moyens y étaient de 1100 francs par mois pour 40 heures par semaine et de 975 francs pour 35 heures pour le personnel de bureau.*

Les heures supplémentaires, parfois jusqu'à 11 heures du soir, étaient obligatoires; les femmes employées de bureau devaient lever le doigt comme les enfants pour avoir le droit d'aller aux toilettes.

De plus les congés annuels ne pouvaient être pris pendant l'été, sans qu'il y ait la moindre compensation pour autant.

** Le salaire moyen d'un ouvrier britannique est de 2000 F environ.*



[illegible] section syndicale vien[illegible] apporter son so[illegible]

L'IMPERIALISME AMERICAIN

Une superpuissance toujours dangereuse

Les États-Unis viennent de mettre au point une nouvelle arme tactique : la bombe à neutrons. Il s'agit d'une petite bombe atomique de faible portée avec un rayon d'action d'environ 800 mètres.

Une arme redoutable

Les effets mécaniques caractéristiques d'une bombe atomique (souffle, chaleur) ont été réduits au minimum ce qui permet d'éviter les destructions de materiel. Les maisons, les usines, le matériel de guerre restent intacts. Par contre, c'est une bombe qui dégage beaucoup de neutrons, particules lourdes dont les radiations entrainent la mort certaine suite à la désintégration des cellules vivantes. La personne irradiée meurt au bout de 5 ou 6 jours sans aucune chance de guérison. On peut déjà entrevoir les possibilités offertes par cette bombe, par exemple celle d'anéantir tout un régiment tout en récupérant le matériel par la suite.

A la fin du mois de juin, Carter s'est prononcé pour la poursuite de la production de ces engins mais ce n'est qu'à la mi-août que la décision sera prise concernant son déploiement. Le gouvernement américain justifie ce nouvel armement en lui attribuant une fonction défensive. Cette bombe serait notamment prévue pour les forces américaines de l'OTAN en Europe occidentale en tant que de défense contre une éventuelle guerre-éclair des blindés soviétiques ce qui créerait un minimum de destruction en territoire allié.

L'URSS a condamné et dénoncé cette nouvelle arme qui renforce la suprématie des États-Unis dans le domaine de l'armement nucléaire. Et comme l'a dit à diverses reprises Brejnev, l'URSS ne «tolérera jamais non plus de tels avantages chez les Américains».

L'agence Tass signale à propos de la bombe à neutrons : «Les dirigeants du Pentagone se berçaient de l'espoir qu'en dépensant pour la course aux armements de nouveaux milliards de dollars, ils pourraient obtenir la suprématie militaire sur l'URSS. Mais c'est un fait bien connu que chaque acte accompli engendre une réaction opposée d'une force égale, et ceci d'autant plus que l'URSS dispose de toutes les possibilités scientifiques, techniques, économiques et matérielles pour s'assurer des moyens suffisants de défense de sa sécurité. N'est-il pas clair que les tentatives du Pentagone pour obtenir la supériorité militaire ne sont rien de plus qu'une illusion?».

Rivalité accrue

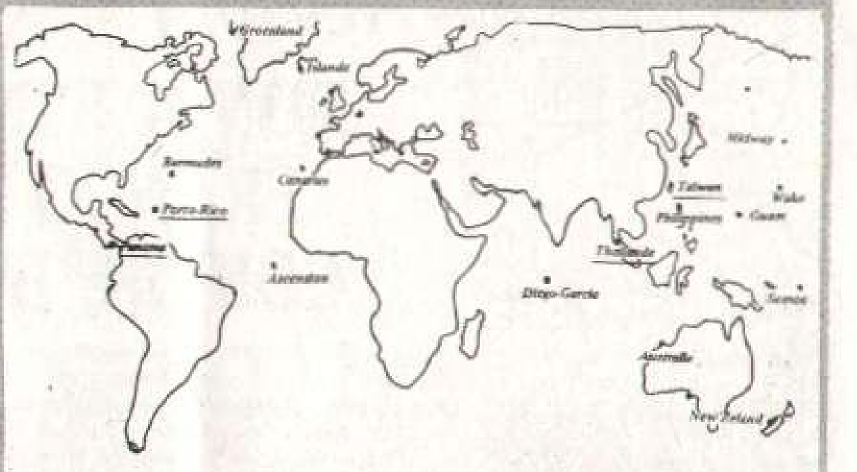
Le conflit entre l'URSS et les USA, on le retrouve partout. Bien entendu, le domaine de l'armement est un terrain privilégié de leur rivalité même si les pseudos accords SALT sont destinés à une entente entre les deux superpuissances.

Dans cette course, les USA dépensent moins de force et d'argent : le budget de la défense américaine représente 5,4 % de la valeur globale de la production nationale, alors que les dépenses militaires en URSS atteignent 12 à 14,5 %. Cependant, il est loin d'être négligeable. De fait, la production d'armement y est aussi nettement moins élevée. Mais si, dans ce domaine, le social-impérialisme russe est effectivement supérieur à l'impérialisme américain, s'il est aussi le plus dangereux car le plus agressif, il n'en reste pas moins que l'impérialisme US est toujours un ennemi à abattre, particulièrement en Europe de l'Ouest, où il est encore largement présent.

Sur les 22 000 armes nucléaires que possèdent les États-Unis, 7 000 sont déployées en Europe afin de «soutenir le système de défense de l'OTAN». Il s'agit d'obus, de bombes téléguidées et de missiles tactiques sol-sol. Ces armes sont stockées en Allemagne de l'Ouest, aux Pays-Bas, en Belgique, au Royaume-Uni, en Italie, en Grèce et en Turquie. Bien qu'elles soient remises aux «alliés» de l'OTAN, seuls les USA ont le pouvoir d'en disposer. Il est prévu qu'ils développent le système de défense en Europe.

Cette course aux armements qui s'accentue, le renforcement de la militarisation de l'Europe, à l'Ouest comme à l'Est, est-ce là une preuve de détente ? Certainement pas. Au contraire, c'est la preuve que la rivalité s'aiguise et qu'elle ne fait que confirmer l'inéluctabilité d'une guerre mondiale impérialiste.

Evelyne LE GUEN



Les bases militaires des USA.

Les peuples opprimés mènent la lutte pour chasser les Américains

Porto-Rico : lutte contre l'annexion du pays par les États-Unis.
Panama : malgré les menaces constantes de la part des USA, le peuple panaméen lutte contre la présence américaine dans la zone du canal.
Thaïlande : les maquis communistes mènent depuis de longues années une lutte acharnée contre le gouvernement fantoche totalement à la solde de l'impérialisme US et remportent actuellement des victoires malgré la répression féroce qui sévit.
Corée : la lutte pour la réunification se poursuit. Il faut pour cela que les troupes américaines quittent le sol coréen. Un vaste mouvement dans le monde soutient cette revendication du peuple coréen.

HISTORIQUE

Un lourd passé

Les USA sont sortis les grands vainqueurs de la deuxième guerre mondiale.

Les deux impérialismes montants d'avant 1939 sont éliminés. L'Angleterre et la France qui ont subi de lourdes pertes du fait de la guerre, ont dû emprunter aux USA qui se sont empressés d'«aider» les pays européens : tel fut le sens du plan Marshall.

Depuis, un peu partout dans le monde, l'impérialisme américain s'ingère, intervient dans différents pays :

1950 : *Déclenchement de la guerre d'agression contre la Corée. Puis à l'aide de ses forces armées, il occupe la province chinoise de Taïwan.*

1959-1960 : *Lutte acharnée contre les peuples de Nicaragua, de St-Domingue et du Guatémala*

1961: *Déclenchement de la «guerre spéciale» au Viet Nam dans le but d'exterminer les forces armées de libération nationale du peuple du Viet Nam du Sud.*

—Débarquement des mercenaires US dans la baie des Cochons à Cuba: ils sont anéantis par le peuple cubain.

1962 : *Les troupes US pénètrent en Thaïlande et menacent le Laos*

1967 : *L'impérialisme américain soutient la guerre d'agression que mène Israël contre l'Égypte, la Syrie et la Jordanie puis y prennent part eux-même en bombardant les pays arabes.*

1970: *Le 18 mars, il organise le coup d'État militaire de Lon Nol au Cambodge pour renverser le gouvernement légal.*

1971 : *En février, les troupes sud-vietnamiennes, sous la protection de l'aviation US, envahissent le Laos sur une grande échelle.*

La liste est loin d'être complète : il faudrait ajouter tous les coups d'États qu'a pu fomenter l'impérialisme américain dans le monde entier et particulièrement en Amérique latine et en Indonésie.

Mais cette politique ne s'est pas poursuivie sans revers. Les États-Unis eurent à faire face à des oppositions de différents types.

Une opposition provenant de pays impérialistes eux-mêmes qui refusent la domination américaine ; ce fut le cas de la France quand le gouvernement français prit la décision de ne pas accepter la présence des troupes US sur le territoire.

Les USA doivent aussi affronter une nouvelle superpuissance impérialiste, l'URSS qui, depuis une dizaine d'années, rivalise avec les USA pour exiger un repartage impérialiste du monde.

Mais l'opposition fondamentale, la plus farouche est celle des peuples qu'il opprime. L'impérialisme américain a subi une défaite cuisante face aux peuples vietnamien, lao et cambodgien. Toutes ces luttes sont largement soutenues par le prolétariat et par les minorités nationales des États-Unis qui ne cessent de combattre à l'intérieur du pays l'impérialisme américain.

TCHAD

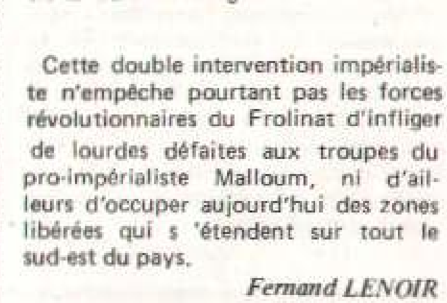
NON A L'INTERVENTION FRANCO-SOVIETIQUE CONTRE LE FROLINAT !

L'intervention récente d'avions de transport militaires français au Tchad a remis en lumière le rôle que continue de jouer l'impérialisme français dans cette ancienne colonie. En effet, bien qu'officiellement les troupes qui avaient participé, en 1969, à la répression contre le Frolinat aient quitté le Tchad, la réalité est tout à fait différente. Des «conseillers» et officiers français sont toujours bien placés auprès de l'État-major de N'Djaména pour le soutenir dans sa lutte contre les forces populaires. Les Français n'y sont d'aillleurs plus seuls. D'autres «conseillers» et officiers, soviétiques ceux-ci, sont également sur place avec les Français et les troupes gouvernementales contre le Frolinat, et ceci, en application d'un traité conclu en avril 1976 à Moscou par le ministre tchadien Roansgar.

Cette double intervention impérialiste n'empêche pourtant pas les forces révolutionnaires du Frolinat d'infliger de lourdes défaites aux troupes du pro-impérialiste Malloum, ni d'ailleurs d'occuper aujourd'hui des zones libérées qui s 'étendent sur tout le sud-est du pays.

Fernand LENOIR

(*) Forces populaires de Libération



L'intervention française au Tchad ne date pas d'hier. Ici, les troupes colonialistes françaises au Tchad en 1969.

Le Zaire et le Tchad

L'intervention française au Tchad peut-elle être comparée à l'intervention des Transall français au Zaïre lors de l'affaire du Shaba ? Assurément non. Au Zaïre, cela revenait à soutenir un pays du tiers monde face à une agression extérieure de mercenaires à la solde d'une superpuissance, l'Union soviétique. Ici, il s'agit principalement de lutter, la main dans la main, avec ces mêmes soviétiques contre la guerre populaire que mènent des forces de libération nationales contre l'impérialisme et pour une véritable indépendance.

C'est pourquoi nous devons dénoncer avec vigueur cette intervention militaire française au Tchad, manifestation de la politique néo-coloniale que mène la France dans ce pays.



COMMUNIQUE DU FROLINAT

Le Frolinat a récemment publié un communiqué dans lequel il fait état d'une offensive dirigée contre lui par les troupes gouvernementales et leur encadrement soviétique et de la résistance victorieuse qu'il leur a opposé.

«*Depuis le mois de mai,* **indique le communiqué**, *les troupes gouvernementales, assistées par des techniciens soviétiques, ont déclenché des offensives de grande envergure contre les forces populaires de libération du Frolinat dans le Biltine, le Guera et le Ouaddai. (...) A Daranga, entre Am-Zouer et Biltine, de violents combats ont opposé les troupes gouvernementales (environ 3 000 hommes), appuyées par des avions pilotés par des soviétiques au FPL (*). De nombreux soldats ennemis dont 4 officiers ont été tués, 27 autres grièvement blessés et abandonnés sur le terrain et un important matériel militaire de fabrication soviétique récupéré ; (...) Début juin, des appareils pilotés par des aviateurs soviétiques, venus en renfort d'Abeché, ont bombardé durant deux heures les positions des FPL, dans la région de Biltine. L'attaque a été repoussée. Deux avions de transport ennemis touchés : l'un s'est écrasé dans la zone même des opérations et l'autre est tombé à Abéché*».

Le communiqué qui donne des précisions sur la présence militaire soviétique au Tchad se termine par une dénonciation de l'aide militaire française au régime de N'Djaména, aide qui, selon le Frolinat et malgré les dénégations du gouvernement français, vient encore de se renforcer récemment.

Le monde en marche

ONU

Nouvelle défaite de l'impérialisme américain face au peuple vietnamien :

Le Conseil de sécurité de l'ONU a recommandé l'admission de la République socialiste du Viet-Nam comme membre des Nations Unies.

RECTIFICATIF : Nous avions indiqué dans notre bimensuel No 10 que des délégations de la Zanu et du Fath avaient été reçues par le Comité central du PCC. Or, ces mouvements nationaux étaient en fait les hôtes d'organismes d'État de la RPC.

URSS

Voilà ce qu'on a pu lire récemmment dans un communiqué de l'agence Tass. «*Le Capital juif joue un rôle considérable dans la banque, le commerce et l'industrie. La bourgeoisie juive a de fortes positions dans la presse. Les monopolistes juifs représentaient un cinquième des commanditaires du fonds électoral de Richard Nixon, ce qui montre bien les possibilités financières et l'influence politique de la bourgeoisie juive des États-Unis. Le Parti démocrate entretient des liens encore plus étroits avec le capital juif.*»

«Mein Kampf» revu par la clique Brejnev. Nous étions déjà habitués aux déclarations mettant en avant la supériorité de la race slave et surtout russe mais maintenant c'est l'antisémitisme qui est à l'ordre du jour ; le capital juif devient donc l'ennemi principal dans le monde, vu que c'est lui qui soutient les USA. C'est un vieil argument qui revient : il est dangereux, il est la porte ouverte à ce qui s'est produit il y a maintenant quarante ans.

Mouvement Communiste International

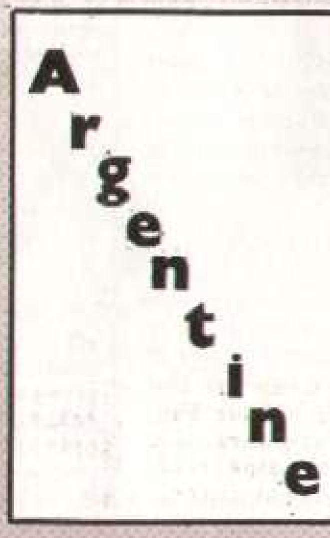
Michael Klonsky, le président du Parti communiste des États-Unis (marxiste-léniniste) a été reçu récemment en Chine à l'invitation du Parti communiste Chinois. Le président Houa Kou-feng a tenu à féliciter personnellement la délégation pour la récente création du Parti américain. A cette occasion à la sortie du Renmin Ribao a été retardée de plusieurs heures afin de pouvoir publier une photo de la réception en première page.

Cet accueil exceptionnel qui a été fait à la délégation américaine montre bien à Vance, qui est prochainement attendu à Pékin, que les relations que la Chine peut entretenir avec d'autres États n'influent en rien sur le soutien qu'elle apporte aux luttes des peuples contre les exploiteurs.

USA

Plusieurs centaines de manifestants ont défilé mardi devant la Maison Blanche au moment où Carter recevait pour la première fois le nouveau chef de gouvernement israélien Beguin. D'immenses banderoles aux couleurs palestiniennes étaient deployées. Les slogans les plus repris étaient : «Le sionisme est une forme de racisme» et «les mains de Béguin sont tachées du sang des Palestiniens.»

Argentine



Dans son dernier numéro la revue «Movimiento Obrero», du faux parti communiste argentin, ce parti révisionniste réaffirme son appui à la Junte militaire du Général Videla. Les révisionnistes affirment que celui-ci «continue de refuser les tentations autoritaires et persiste dans les buts démocratiques qu'ils s'est fixé.»

Curieuse conception de la démocratie quand on sait que depuis le coup d'État du 24 mars 1976, il y a eu 8 000 morts, assassinés et 30 000 disparus ; quand on sait que Videla a déclaré en décembre 1975 que pour avoir la paix en Argentine, il fallait tuer tous les hommes nécessaires,. Les révisionnistes d'Argentine cautionnent et soutiennent l'une des dictatures les plus sanglantes qui sévit actuellement dans le monde.

PARISIEN LIBERE

Une «victoire» dure à avaler

La lutte au Parisien Libéré, objet de l'attention soutenue et de la solidarité de tous les travailleurs, a secoué durant deux ans et demi le monde de la presse et tout le pays.

A l'heure où nous écrivons, l'accord annoncé comme une grande victoire par les dirigeants de la CGT et sa fédération du Livre n'est toujours pas connu dans tous ses aspects ni d'ailleurs signé.

Un livre a été édité sous le contrôle des dirigeants du PCF : sous leurs conceptions et proclamations, la vérité perce à travers les vivants témoignages d'une grande richesse des travailleurs du Parisien Libéré eux-mêmes (1) . A partir de discussions qu'ont eu récemment avec ces derniers les lecteurs de notre journal et à partir de ce livre, nous avons voulu dégager quelques aspects marquants de ce conflit, riche d'expérience pour toute la classe ouvrière et dont le «point final» (provisoire sans doute) que constitue l'accord de juillet est moins glorieuse que le clament leurs auteurs.

La crise capitaliste actuelle s'est traduite dans le secteur de la presse par un processus de «réorganisation», «concentration», «modernisation», dont les conséquences pour les travailleurs sont comme ailleurs : licenciements, intensification du travail, diminution des salaires etc...

S'y ajoute la dimension politique de la lutte entre les divers groupes monopolistes pour le contrôle du secteur de l'information et leurs efforts redoublés pour répandre leurs mensonges et intensifier l'intoxication idéologique des travailleurs.

Aussi ces dernières années, les conflits souvent longs et durs, ont été nombreux dans le secteurs de l'imprimerie et se sont soldés par de breux licenciements (Néogravure, IMRO, CARON-OZANNE).

(1) Les dirigeants du PCF souhaiteraient ils limiter la diffusion de ce livre «Le Putsch d'Amaury» ? Une mise en garde particulièrement longue sur les reproductions (même partielles) pourrait le faire croire. Peut-être la vérité perce-t-elle un peu trop à travers les mensonges ? Citons celui concernant par exemple notre journal qui a toujours soutenu la lutte et est pourtant accusé de «l'opposition la plus grossière et la plus calomnieuse». Ce n'est pas dans ce livre que les travailleurs trouveront de quoi en juger.

Celui du Parisien Libéré a eu sans conteste les développements les plus retentissants :

par une grande volonté de lutte des travailleurs et une ample solidarité

par le fait qu'il touchait au journal de grande diffusion dont le contenu et la direction reflètaitent au fond les points de vue et les méthodes du capitalisme en matière de presse.

UNE COMBATIVITÉ REMARQUABLE

De l'irruption au Grand Echiquier aux interventions sur le Tour de France la multitude d'actions menées en ont abondamment fourni la preuve. Rappelons seulement certaines d'entre elles.

LES RODEOS

C'est ainsi que sont désignées les opérations nocturnes de vidage des véhicules transportant pour Amaury le Parisien Libéré tiré en Belgique, puis à Saint-Ouen, Chartres, Amiens.

« Le vidage est toujours précédé d'un travail long, fastidieux : le repérage du lieu et de l'heure où passent les véhicules d'Amaury (pour livrer ces journaux). Comme ces véhicules changent souvent d'itinéraire d'horaire pour que nous perdions leurs traces, le travail de repérage est difficile à effectuer. Il peut durer plusieurs nuits entières , sans résultat.

... Malgré les visages de plus en plus tirés, émaciés par la fatigue, les yeux rouges de sommeil perdu, malgré des dépressions, des cœurs qui se fatiguent, surtout la nuit où il faut courir, grimper, se cacher, craindre,espérer, se voir humilié et mis au rang de délinquant ; malgré tout cela, devant l'inconcevable attitude patronale et gouvernementale, chacun recommencera la nuit suivante pour faire entendre son droit de vivre comme tout le monde, son droit au travail.»

L'OCCUPATION

Le 9 juin, un jugement en référé ordonne l'évacuation des imprimeries occupées. Les travailleurs se préparent à une intervention des flics.

«Dans l'élan qui suit la mise en place des barricades, les camarades discutent des moyens originaux qui permettront de contenir les forces de police. Des propositions furent de partout : les jets d'eau, des kilos de poivre... «Oui, mais lance un fort en gueule, on a des pots de peinture, servons-nous-en». Chacun imagine la scène, on rit, on approuve, on applaudit...

«La foule des curieux, d'abord, puis toutes sortes de délégations interprofessionnelles défilent, de plus en plus nombreuses, envahissant la rue d'Enghien.

«... Les ouvriers du Parisien d'abord surpris, étonnés, sont pris au ventre par cet élan de solidarité de classe, si spontané, si chaleureux que beaucoup doivent ravaler leur salive pour ne pas trahir leur émotion. On installe les haut-parleurs, une estrade, des guirlandes de lampes, etc (3).

SOLIDARITE

La solidarité s'est manifestée à de multiples occasions et sous diverses formes, jusqu'en Belgique où les imprimeries sollicitées par Amaury n'ont pu longtemps sortir le journal.

La volonté des travailleurs du «Parisien» de populariser leur lutte, bien que canalisée par les dirigeants de la FFTL-CGT, s'est exprimée par des rencontres avec des travailleurs d'autres entreprises en lutte.

Il y avait dans les premiers temps du conflit des «réunions pleinières» dans le grand hall du *Parisien*, rue d'Enghien ; les idées contradictoires pouvaient s'y affronter, la base pouvait exprimer ses critiques «parfois vivement» est-il dit dans le livre. Cela ne dura qu'un temps. Cette pratique disparut pour laisser tout pouvoir aux «comité inter» et en fin de compte aux dirigeants de la FFTL.

LE TOURNANT

Ces derniers n'attendent guère après que la justice bourgeoise ait ordonné l'expulsion pour clamer leur volonté de négocier : «La concertation c'est par cette voie que passe la solution du conflit du PL...», disait le 9 juillet Piot, secrétaire général de la aux dirigeants de la FFTL-CGT.



A l'époque des «rodéos», dans la nuit du 15 au 16 juin 1976, les flics(5) jettent à bout portant une grenade dans une voiture : des deux travailleurs gravement atteints, l'un est aujourd'hui aveugle.

Qui en parle ? Qu'est-il devenu ?

Pour les dirigeants de la FFTL CGT, l'action était illégale, alors silence ! N'est-ce pas donner raison aux flics ? Dans le récent accord, on a d'ailleurs effacé l'ardoise des poursuites : les exactions d'Amaury et des flics sont enterrées !

LE ROLE DU MONOPOLE DE LA FFTL CGT

Notre syndicat, par le biais du contrôle de l'embauche s'est accommodé de ses disparitions d'emplois liées aux disparitions de titres NDLR) aussi longtemps qu'il fut possible de le faire.

Aussi nous paraît-il mal venu aujourd'hui de la part du patronat de nous reprocher ce monopole qui lui a permis de fonctionner pendant de si nombreuses années» (4) Sans commentaires.

Les «rodéos» qui prennent un caractère de plus en plus massif (bien des travailleurs d'ailleurs y auraient volontiers contribué par solidarité ne serait ce que pour le repérage) sont peu à peu mis en veilleuse.

Les piquets de grève à l'usine de St-Ouen (pour intercepter le journal tiré dans la nouvelle usine d'Amaury) sont sabotés.

La mobilisation après l'ordonnance d'expulsion avait interdit l'intervention des flics ; avec la levée des barricades, l'atmosphère «négociations» créée, les conditions en mûrissent peu à peu.

Elle a lieu le 5 décembre, ce qui autorise le lendemain Séguy à déclarer sans vergogne qu'il *«y a des perspectives positives de négociations.* !!!

De grandes manifestations suivent partout en France (100 000 à Paris). Mais la grève déclenchée le 6 est suspendue le 7 au soir : Piot a rencontré le ministre du Travail Beullac ; un médiateur (Mottin) a été nommé. L'Humanité peut écrire : *«La résistance à la négociation a été brisée.»*

Ce sont bel et bien les travailleurs du *Parisien* qu'on espère ainsi avoir brisés.

Le rapport Mottin, véritable insulte aux travailleurs, est massivement rejeté début mars. Mais la lutte est progressivement étouffée alors que les tractations s'accélèrent dans le plus grand secret autour des tapis verts.

(2) Extraits des pages 147 à 152.
(3) Extrait des pages 114 à 115.
(4) Page 47.
(5) Chaque nuit,5 à 6 00 flics sont mis à la disposition d'Amaury. Les CRS participent même au transbordement des journaux.

PARISIEN LIBERE

(Suite)

AMERE «VICTOIRE»

Pour ce qu'on en connait, sur le plan de l'emploi, l'accord sur lequel cette fois, les travailleurs n'ont pas été consultés, est bien maigre : sur les 600 et quelques, 114 resteraient au Parisien, 40 iraient dans d'autres imprimeries parisiennes, 170 aux Nouvelles Messageries (pour combien de temps ?), 85 en préretraite, quant aux autres, qui «choisiraient» de quitter la profession, ils seraient indemnisés... Choix difficile en perspective... et sur quels critères va s'opérer la «sélection» ?

Et une attente ridicule est imposée aux travailleurs pour une signature : eux qui ont lutté des mois et des mois, ils sont là comme impuissants face au mystérieux accord égaré sans doute dans le labyrinthe des négociations !

Quelle dérision !

Les travailleurs qui ont lutté si longtemps et avec tant de courage ne pensaient certes pas en arriver là ! Eux, et avec eux tous les travailleurs qui ont suivi le conflit avec toute la force de leur solidarité de classe doivent bien discerner la ligne qui les a conduit là : celle de ceux qui n'ont cessé de se proclamer leurs meilleurs défenseurs pour mieux les affaiblir, celle de la poignée de dirigeants corrompus de la FFTL-CGT, celle du parti de Marchais et de Séguy !

Jacques DUROC et
Joël FABIEN

GUILLOUARD (NANTES)
COMITE D'ENTREPRISE CGT

Toujours plus loin dans la collaboration de classe

On sait que dans cette entreprise une ouvrière marxiste-léniniste avait été exlue de la CGT pour ses opinions politiques.

Aujourd'hui, le CE CGT pratique ouvertement l'Union sacrée avec le patron, et les responsables de la bourse le défendent sur le fond.

Les travailleurs et la section CFDT apprennent de l'extérieur qu'une vente de barbecues (fabriquées chez Guillouard) serait organisée par le CE dans d'autres entreprises.

La section CFDT se renseigne : un tract a en effet été distribué à la BN (biscuiterie nantaise) entre autre et disant :

Les travailleurs de Guillouard veulent garder leur emploi et leur usine en activité. Celle-ci est en dépôt de bilan.

«Le CE et les travailleurs de Guillouard vous font part de la vente promotionnelle de barbecues, prix 46 F. Un exemplaire est visible à la salle des délégués.

«Passez vos cammandes au CE et bonnes vacances en solidarité avec les travailleurs de Guillouard».

Quelle escroquerie !

La solidarité devient un argument publicitaire ! Les travailleurs ne sont pas en lutte, et le produit de la vente, c'est pour le patron, qui empoche de plus la marge du grossiste !

Honteuse collaboration de classe ! Scandale !

La section CFDT le dénonce par affiche et pose la question : que vont faire à l'égard de ces kollabos les responsables nantais de la CGT, eux qui ont exclu arbitrairement une ouvrière pour ses idées politiques.

Réponse de la Bourse CGT

Pour se défendre, les délégués CGT au CE diffusent un tract *tiré*, autant dire approuvé, à la Bourse (quand on connait le contrôle sévère contre tout ce qui ne serait pas «dans la ligne»). Quelle dégénérescence !

Les mots d'ordre révisionnistes de collaboration de classe style «Achetez français» ou «Défense du Concorde» s'appliquent jusqu'au niveau d'entreprises comme Guillouard : commis-voyageur du capitaliste Guillouard, commis-voyageur du capitalisme français !

Pour défendre leur emploi, la CGT préconise la même chose que le «conseiller d'entreprise» embauché récemment à Guillouard : développer le marketing et le réseau commercial. Pour la CGT, les comités d'entreprises, pour le patron les grandes surfaces et supermarchés où il fait actuellement des ventes promotionnelles de presse-légumes. Belle division du travail : chacun son secteur, chacun son produit !

Face à la réprobation générale des travailleurs, ils cherchent à s'en «sortir» en disant dans leur tract qu'il s'agissait seulement de démonstration ! Triste «sortie» ! De plus, des commandes avaient bel et bien été passées (75 à la BN par exemple !)

Exercer le pouvoir au profit du capitalisme, participer intégralement à sa gestion... et s'y montrer meilleur que les patrons eux-mêmes : voilà la ligne des dirigeants de la CGT, et 78 approche alors il faut accélérer les préparatifs !

Correspondant HR

Nucléaire
SEULE LA LUTTE PAIE !

On s'en souvient, il y a maintenant deux mois, 5 paysans étaient condamnés à Nantes à 8 mois de prison dont 2 fermes (1). C'était un épisode de la lutte contre l'implantation d'une centrale nucléaire au Pellerin, lutte menée de façon très radicale par une population instruite par les expériences antérieures et notamment à l'égard de «l'enquête d'intérêt public» ; ce stratagème pour faire avaler en douceur la pillule a bien révélé la nature profonde de la démocratie bourgeoise avec ses élections, référendum et autres consultations : un paravent de la dictature de la bourgeoisie.

Ce jour-là, en écho au procès de Nantes, Marchais condamnait lui aussi les opposants au nucléaire les qualifiant de «démagogues et nihilistes» !...

A Malville, pour Super-Phénix, point de fioritures, pas d'enquête d'intérêt public, mais une caserne de CRS dans les premières tranchées du projet !

Nihilistes et démagogues selon Marchais, ceux toujours plus nombreux qui combattent la politique capitaliste du nucléaire ont, selon les dirigeants de la CGT, «des idées rétrogrades» : ils s'opposent en fait au bonheur *«du million de personnes qui vivent actuellement en France dans un état de pauvreté»* et dont *«on ne saurait relever le niveau de vie et améliorer qualitativement les conditions d'existence sans développer leur consommation d'énergie»* ; comme si «le bonheur» qui peut être retiré pour le peuple du développement scientifique et technique ne dépendait pas de la classe qui la conduit !

Mitterrand suggère de son côté une «enquête» un peu plus large : un référendum. Les chefs de la CFDT emboitent le pas de leurs confrères cégétistes pour condamner le rassemblement de Malville organisé, parait-il, dans des «conditions contestables» et en font un à leur goût à 15 km de là !

Pour tous ces dirigeants d'autant plus «responsables» qu'ils pensent prochainement prendre les rênes du système, il urge donc d'isoler et combattre tous ces troubles-fête, la fête étant en l'occurrence le développement accéléré de l'industrie nucléaire, nouvel espoir du capitalisme français pour sortir de la crise, en la faisant bien sûr payer aux travailleurs.

Et, en écho à toutes leurs condamnations, le gouvernement proclame, par la voix du préfet du coin, l'interdiction du rassemblement de Malville et peut féliciter la troupe pour le crime commis !

Ils peuvent aujourd'hui élever quelques protestations, ils avaient ici, comme pour les arrestations du Pellerin, armé le bras de la répression !

Dans leur lutte contre le nucléaire, face aux bataillons bottés et casqués, aux lois et à la justice de l'État capitaliste, les travailleurs n'ont pas à leurs côtés les chefs des partis de l'Union de la gauche : c'est le moins que l'on puisse dire !

La ligne qu'ils veulent faire suivre aux travailleurs est une ligne de défense du système capitaliste. C'est pourquoi elle doit être combattue et démasquée sans pitié.

L'affaire du nucléaire en est une occasion et les questions doivent être posées et débattues dans les syndicats et toutes les organisations de masse qui peuvent être concernées.

C'est aussi l'occasion de montrer la seule voie pour les travailleurs ; celle de la lutte et les cas sont nombreux où ceux-ci la mènent suivant une orientation et en des formes qu'ils ont déterminées eux-mêmes et contraires à celles des hauts dirigeants des grandes centrales syndicales.

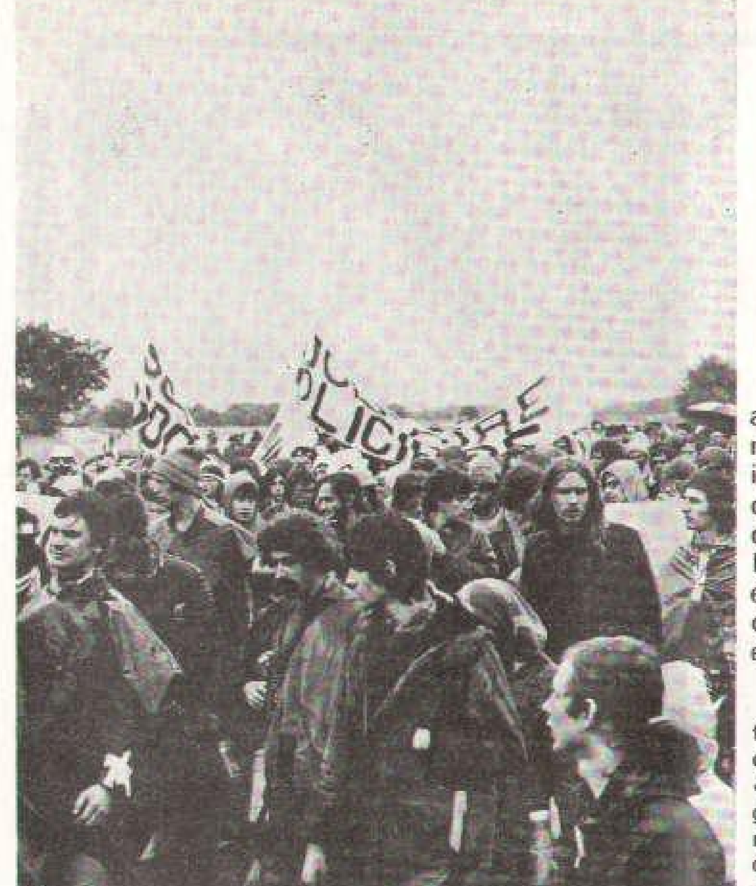
Le nucléaire en est un exemple ; Lip où les travailleurs ont eu et ont encore tant d'embûches et d'obstacles à franchir en est un autre ; ou Deffrenne à Roubaix (Schlumpf), ou Rehaut à Fougères et bien d'autres parmi les quelques dizaines d'entreprises occupées cet été, dont certaines depuis 2 ans.

C'est cette voie qu'il faut suivre pour que les syndicats cessent d'être la courroie de transmission de partis qui se proclament socialiste voire communiste et n'en ont pas moins pour ligne de défendre le système capitaliste. C'est ainsi que la classe ouvrière et tous les travailleurs retrouveront les organisations de masse, luttant classe contre classe, nécessaires pour en finir avec ce système.

Jacques DUROC

(1) La puissante mobilisation qui conduisit 3 000 personnes à Rennes pour le procès en appel imposa leur libération peu après. Le syndicat «Paysan-travailleur» (dont faisaient partie 4 d'entre eux) était le fer de lance de cette mobilisation.

Ni les partis dits de gauche ni les syndicats dont ils contrôlent les directions n'y étaient pour quoi que ce soit.



MALVILLE

(De notre envoyé spécial)

Marche sur Super-Phénix

Les 30 et 31 juillet, la coordination-Malville appelait à manifester en masse contre Super-Phénix. Malgré une forte pluie, un bouclage policier impressionnant (plusieurs milliers de policiers), des dizaines de milliers de personnes sont arrivées dans la journée de samedi de tous les coins de France et aussi de pays voisins. Super-Phénix est en effet un projet européen auquel participent, outre l'État français avec EDF, les États allemand et italien.

C'est en vain que le préfet Jannin a multiplié les déclarations haineuses contre «les gauchistes et les étrangers», n'hésitant pas à affirmer que Morestel était «occupé une deuxième fois par les Allemands». ! L'appui ouvert ou tacite de la population ne s'est pas démenti, démontrant une implantation locale encore modeste mais déjà bien réelle des comités Malville. Plusieurs grands champs moissonnés prêtés par les communes ont servi de lieu de rassemblement et de campement. Les paysans ont également hébergé un certain nombre de participants dans leur grange.

Les partis traditionnels désavoués

Dans la petite commune de Curtin-Vezeronce un paysan nous a raconté comment le conseil municipal s'est prononcé à l'unanimité sauf un en faveur du rassemblement. Même la cellule locale du PCF est obligée de prendre position contre Super-Phénix.

Les forums du samedi ont montré une défiance générale des manifestants contre les partis traditionnels, ceux de la majorité comme ceux de «gauche». Il faut dire que les dirigeants du PCF et de la CGT soutiennent Super-Phénix. Les positions de la direction du PS et celles de la CFDT, plus souples pour des raisons de récupération électorale, sont constamment en recul surtout quand il s'agit d'actions sur le terrin. Les dirigeants de la CFDT ont appelé à une manifestation séparée. Ils ont été sévèrement dénoncés au meeting de Morestel par des sections de Grenoble, Lyon, etc. ainsi que par l'Union départementale de la Gironde. La plupart des participants n'espéraient rien des élections de 78, il y a donc là une base objective pour que le combat «antinucléaire» rejoigne la lutte de la classe ouvrière et des petits paysans contre le capitalisme.

C'est pour cela que les militants marxistes-léninistes sont intervenus dans les divers forums. Les militants de l'Humanité rouge ont aussi largement diffusé à leur stand de Morestel une brochure sur le nucléaire.

Jean NESTOR

Dimanche matin, plus de 50 000 manifestants sont partis des divers lieux de rassemblement. Ils ont convergé sur Faverge, petit village situé à côté du site. Là sur les collines, plusieurs milliers d'entre eux se sont opposés aux CRS. Outre les grenades lacrymogènes, ceux-ci n'ont pas hésité à tirer des grenades au chlore et des grenades offensives, obéissant aux consignes du préfet Jannin. Ce dernier, qui a fait ses armes en Algérie, s'était déclaré «prêt à défendre le site à n'importe quel prix». Le pouvoir a ainsi été la cause de nombreux blessés dont plusieurs mutilés (une main et un pied arraché) et un mort sans doute tué par le choc d'une grenade offensive. Le soir même, le préfet envoyait encore les CRS charger en plein Morestel et casser les vitrines à coups de crosse pour chercher ensuite à accuser les manifestants. Un tel déchainement dit assez l'impuissance du pouvoir à cacher l'audience du rassemblement.

La violence du pouvoir

Un mort, une centaine de blessés, une fois de plus l'État capitaliste a déchainé sa violence hystérique contre des travailleurs, des paysans, des jeunes étudiants ou lycéens. Par ce fait même, les événements du dimanche 31 juillet à Malville sont révélateurs de la crise politique et idéologique profonde de la société capitaliste française et leur signification dépasse largement le cadre d'une lutte écologique contre les dangers du nucléaire.

Le caractère de plus en plus massif des mobilisations populaires contre l'implantation de centrales nucléaires aux quatre coins du pays, malgré la répression et les interdictions multiples traduisent bien plus que la simple crainte d'une technique nouvelle, la peur du nouveau ou le refus du progrès technologique mis en avant par certains idéologues rétrogrades. Le peuple a appris à ses dépens que pour les bourgeois ce qui compte avant tout c'est le profit maximum, à n'importe quel prix, au mépris de la sécurité des ouvriers comme en témoignent les nombreux accidents du travail.

Il est possible que l'énergie nucléaire coûte moins cher que l'énergie tirée du pétrole, mais quel avantage en tirera le peuple de France ?

Jamais la baisse du prix de revient des matières premières ne s'est traduite par une baisse des prix à la consommation et les capitalistes parlent pour eux en vantant les intérêts économiques du nucléaire.

Par-delà des motivations diverses chez les manifestants de Cheix, du Pellerin ou à Malville c'est fondamentalement le refus de la politique de l'État bourgeois, imposée et appliquée pour les seuls intérêts capitalistes qui les anime.

Il est d'ailleurs significatif de voir les réactions de la population locale à Malville qui a largement sympathisé et prêté aide et secours aux milliers de manifestants encore plus après la sauvage agression policière. Malgré la préparation psychologique intense du pouvoir sur la présence des «Allemands», les déclarations hystériques du préfet, les populations de la région n'ont vu et condamné que des vandales en uniformes de CRS et de gendarmes mobiles, saccageant des cultures et des habitations, pénétrant de force à l'intérieur, matraquant même les médecins et les blessés d'un poste de secours.

C'est là un autre enseignement de Malville. Le pouvoir, qui craint la



montée de la haine populaire contre le régime, et qui croit pouvoir diviser les masses en rejetant la responsabilité de sa brutalité sur «des aventuriers étrangers» ou une «poignée d'excités», n'hésite plus à donner l'assaut et à tirer sur la foule. Après Aléria en Corse, Montredon dans le midi viticole, les grenades et les balles déchirent le masque démocratique dont s'affublent Giscard et Cie chaque fois que les intérêts de gros capitalistes sont menacés, mais loin d'intimider ou diviser, la violence réactionnaire contribue dans bien des cas à renforcer la détermination des masse, et à ouvrir les yeux de bien des gens sur les illusions d'un changement de société possible pacifiquement quant aux défenseurs de l'ordre établi, les spécialistes des appels au calme et à la dignité tels les dirigeants du PCF ou du PS ils apparaissent pour ce qu'ils sont : des artisans de la défaite des luttes de masse, des auxiliaires du pouvoir qui désarment pacifiquement et organisationnellement les travailleurs.

Face à la population, les flics, appuyés par un hélicoptère, ont mis un jour pour amener la mairie annexe (pour l'enquête «d'intérêt public» sur la centrale du Pellerin) au-delà de ce panneau . Ces casseurs en ont profité pour détruire tout le matériel agricole des environs : pneus de tracteurs crevés, etc. : 50 millions de dégâts.

Douze manifestants (sur 35 interpellés) sont maintenus en détention et doivent comparaître le 6 août devant le tribunal de Bourgoin (Isère). Dès le lundi 1er août, un millier de personnes manifestaient à Bourgoin pour exiger leur libération .

Vital Michalon ne sera pas mort pour rien; si les travailleurs tirent des leçons de tels événements, s'organisent pour continuer le lutte avec leur parti de combat: le Parti marxiste-léniniste, indispensable pour conduire les masses populaires vers la Révolution prolétarienne.

Guy LEBRETON

Les bonnes oeuvres du PCF

«Tout ce qui est humain est nôtre» : telle est la devise de l'organisation «charitable» contrôlée par le PCF : Le Secours populaire français. Mais comme il en va souvent ainsi, entre les grandes proclamations de foi des dirigeants du PCF et leurs actes, il y a un fossé. C'est ainsi que le Comité d'honneur de la fédération des Bouches-du-Rhône de cette «généreuse» organisation compte dans ses rangs l'un des plus féroces exploiteurs des ouvriers marseillais : Pierre Terrin.

Terrin est en effet un nom bien connu des travailleurs de Marseille. C'est celui d'un des plus grands groupes de réparation navale français : 70 % des travaux de réparation navale réalisés en France. Les dirigeants du PCF savent choisir leurs alliés parmi les monopoles !

La principale entreprise du groupe est la SPAT (Société provençale des ateliers Terrin.) C'est d'ailleurs sous le titre de PDG de cette entreprise que Terrin est présenté par le Secours populaire français. Le groupe comprend également de nombreuses autres entreprises telles que Sud-Maritime ou la Société des ateliers méditerranéens. Sans oublier les multiples filiales telles que la Somecina à Port-de-Bouc, la Fonderie Groignard, ou Sud-fonderie. Cela pour la France, car ce bon ami des dirigeants du PCF a trouvé à s'installer également dans plusieurs pays du tiers monde, notamment en Afrique.

A Marseille seulement, 4 200 travailleurs sont exploités dans les chantiers de ce monsieur et de sa famille.

Et Terrin cela veut dire aussi pour les travailleurs de nombreux accidents de travail et plusieurs centaines de licenciements.

400 licenciements

En juin dernier l'annonce officielle en était faite : 400 licenciements allaient avoir lieu dans les diverses entreprises Terrin. 400 dans un premier temps, car au mois d'août de nouvelles annonces de licenciements sont attendues, on parle de 300, déguisés en stage de formation. Et alors que ces licenciements étaient annoncés on pouvait voir d'autres travailleurs contraints à réaliser des heures supplémentaires. Du côté de la CGT ont s'est bien gardé d'organiser une riposte efficace à ces licenciements. Un allié comme M. Terrin ça se ménage, n'est-ce-pas ? Du côté des travailleurs, on ne pense pas ainsi et certains se sont regroupés pour rédiger une brochure appelant à la lutte sous le mot-d'ordre «non à tout licenciement !».



On meurt dans les ateliers de M. Terrin

Le 19 avril dernier une violente explosion se produisait dans la salle des machines d'un navire en réparation sur un chantier de la SPAT. 10 ouvriers étaient blessés. L'un d'entre eux, Etienne Reyna, père de famille âgé de 54 ans, devait mourir quelques temps après des suites de ses blessures. Regretable accident ? Les travailleurs de la SPAT ne s'y trompaient pas en débrayant plusieurs heures pour protester contre les mauvaises conditions de sécurité.

Tout ce que les responsables syndicaux ont trouvé comme riposte a été de demander à l'inspecteur du travail une réunion des Comités d'hygiène et de sécurité de la réparation navale. De nombreux travailleurs ont été indignés par cette attitude.

Le 11 mai, un électricien, M. Thur, qui était en chômage technique, s'est vu ordonner par la maîtrise de la SPAT de travailler en tant que pompier à bord d'un bateau. N'étant pas du tout préparé à effectuer un tel travail M. Thur a fait une chute et a été gravement blessé.

A la même époque, un autre ouvrier de la SPAT, après une intervention chirurgicale au ventre, s'est vu retirer son allocation maladie et a dû reprendre son travail. Après avoir reçu un choc au ventre il a été pris d'un malaise et s'est sérieusement blessé en tombant.

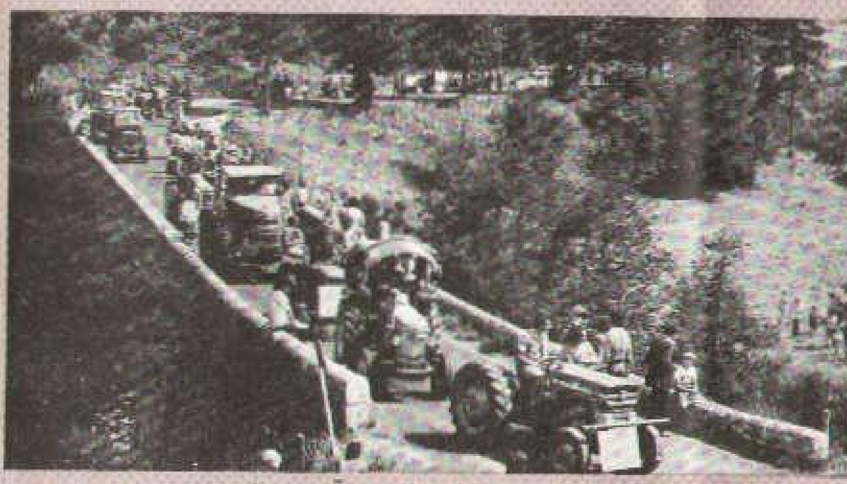
«Tout ce qui est humain est nôtre», continue à proclamer avec ses amis du PCF le très secourable Pierre Terrin.

Rassemblements du mois d'août

NAUSSAC, 6-7 AOUT

Cette fertile petite vallée de la Haute-Lozère se dépeuple. Les petits paysans ont bien du mal à survivre. De nombreux jeunes sont obligés de partir à la ville pour travailler. Le projet de barrage de la SOMIVAL (Société d'aménagement de l'Auvergne et du Limousin) risque tout simplement de faire disparaître le village et la vallée sous les eaux.

Cela pour aménager la Loire de façon à refroidir les centrales nucléaires d'EDF refusées par les populations. Lorsque le décret d'utilité publique est paru le 7 février 1976, les conseillers municipaux de plusieurs villages avoisinants ont démissionné tellement le mécontentement des habitants est grand. En août 76, ils étaient 6 000 à réclamer «la terre à ceux qui la travaillent» et «nous voulons vivre au pays». Depuis ils ont cherché de multiples manières à interrompre les travaux en occupant le chantier la mairie, etc. Les habitants de Naussac sont bien décidés à continuer le combat. Pour tous contacts, joindre le Comité de défense de la vallée de Naussac. Brigas - 48600 – Grandrieu.

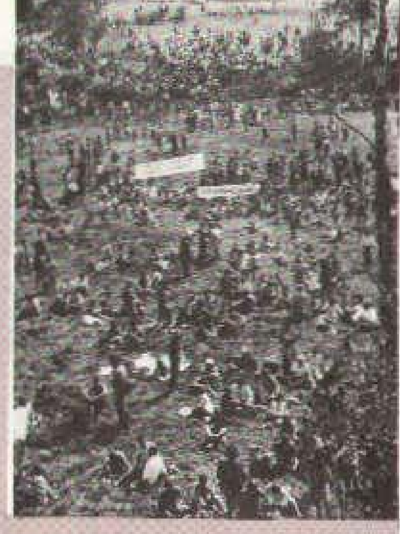


La marche sur Naussac en août 1976.

FLAMANVILLE, 14 AOUT

L'[illegible] de la Hague de retraitement de combustible irradié, un centre de stockage de déchets atomiques : Ce n'était pas assez pour le pouvoir, il veut en outre construire sur la presqu'île du Cotentin quatre tranches de centrales nucléaires de 1 300 MW apportant ainsi une gêne considérable au travail des agriculteurs. Lorsqu'EDF a commencé les travaux, cette année les paysans ont barré la route d'accès du site puis l'ont occupé en février avant d'être délogés par les gardes mobiles.

Ils continuent à s'opposer au projet et demandent la création d'une commission d'enquête.



La solidarité, ça existe ! Ici, le comité Larzac est venu soutenir la lutte des paysans de Naussac (août 1976).

LARZAC, 13-14 AOUT

Voilà plus de six ans que les paysans du Larzac luttent contre l'extension du camp militaire et l'expropriation. L'armée s'efforce de gagner du terrain en faisant racheter des terres par des intermédiaires. L'année dernière, elle a préféré détruire la ferme du Cap-d'Ase qu'elle avait acquise plutôt que de la voir occupée par les paysans.

Ceux-ci ont en effet déjà occupé aux Truels, à Montredon, etc. de nombreuses fermes ainsi rachetées pour manifester leur volonté de vivre au pays. Ils ont pu acheter en créant un groupement foncier agricole plusieurs centaines d'hectares. Le 28 juin 1976, ils n'ont pas hésité à envahir le camp militaire et à occuper le bureau du capitaine chargé des rachats en détruisant plusieurs dossiers. Ils veulent montrer par le rassemblement de cette année que la popularité de leur lutte est plus grande que jamais. Ce sera par ailleurs l'occasion d'échanges enrichissants entre travailleurs de la ville et de la campagne comme en témoignent les forums prévus tels : «La misère et l'exode rural», «Le chômage et les licenciements», etc.

«Il y aurait moyen d'éviter de tels dégâts !»



Dans la vallée du Gers à proximité de Layrac près d'Agen les inondations sont fréquentes. Il y a quelques semaines elles ont noyé une femme, et de nombreux paysans ont tout perdu. Un Layracais, dont la maison a également été atteinte, en dénonce les vraies raisons.

Peux-tu nous dire pourquoi à cet endroit du Gers les inondations sont si fréquentes et ont une telle ampleur ?

Il y a d'abord une question d'aménagement de l'embouchure du Gers dans la Garonne. Actuellement elle se fait de telle manière que le Gers déborde à chaque fois que la Garonne donne. Mais surtout, à son arrivée à Layrac le Gers est rétréci pour passer sous le pont de la voie ferrée puis celui de la route basse d'Agen. Lorsque le Gers grossit ces ponts fonctionnent comme des écluses. L'eau s'accumule en amont et s'écoule de part et d'autre de la voie ferrée vers la Garonne. Comme la voie ferrée n'est pas «pontée» mais fait digue, elle peut atteindre des hauteurs considérables. Ce sera encore pire si l'on construit sans pontage l'autoroute Bordeaux-Narbonne prévue à cet endroit. Le barrage serait alors complet et au moment des crues la vallée du Gers route de Caudecoste risque d'être submergée jusqu'au toit des maisons ou au dessus. De nombreuses pétitions ont déjà été faites pour exiger le pontage de cette autoroute pour laquelle l'Administration a pourtant délivré un permis de construire.

Comment se fait-il que les habitants n'aient pas eu le temps de se mettre à l'abri et de déménager leurs affaires lors de la dernière inondation ?

Quand il y a crue sur le Gers, la sirène ne sonne pas, contrairement à la Garonne. Il faut aller à la mairie pour savoir de combien ça monte au fur et à mesure. La cote annoncée était de 2,5 m alors qu'en fait elle allait dépasser 5 m.

Beaucoup de paysans ont donc pensé à une crue habituelle et ne se sont pas inquiétés. Sinon, il y a des gens qui auraient sauvé tous leurs meubles, leurs animaux et une femme ne serait pas morte. Pourtant l'eau a mis dans les 24 heures pour arriver d'Auch. N'était-ce pas suffisant pour que les préfets respectifs puissent se prévenir et que la population de Layrac soit convenablement informée de la gravité de l'inondation à venir ?

Jean NESTOR

Il faut établir les responsabilités !

Une correspondance d'Agen souligne également l'insuffisance criminelle des mesures prises pour éviter ou limiter les dégâts.

De nombreuses fermes et maisons isolées sont restées longtemps sans informations. Les occupants furent souvent avertis au dernier moment alors que l'eau montait très vite pendant la nuit. Les mairies auraient dû toucher davantage les gens par haut-parleur, sirène. On peut dire qu'il y a eu sous-estimation de la quantité d'eau qui déferla sur le Gers. Après les inondations d'Auch on peut se demander pourquoi par la suite les villages situés en aval n'ont pas été prévenus à temps. C'est ainsi qu'il y a eu perte de vies humaines à Auch, Layrac et Astaffort.

En bref

Flagrant «délit»

Au moment des inondations du Sud-Ouest la presse a fait beaucoup de bruit sur les « pillards ». Le plus souvent il s'est agi de simples gens qui ont eu le tort de ramasser des objets qui avaient été emportés par l'inondation et qui ont été déposés ça et là par les flots. Ils ont été condamnés à de lourdes peines de prison tel cet ouvrier marocain condamné à un an ferme pour avoir ramassé dans la rue deux flacons de lessive, un tube de mousse à raser, une paire de chaussures. Par contre les représentants du pouvoir qui ont négligé d'avertir à temps la population de l'ampleur de l'inondation et portent une lourde responsabilité par rapport aux morts et aux dégâts n'ont pas été poursuivis.

Foyers Sonacotra

Suite à la décision de la direction de la Sonacotra d'augmenter les loyers à nouveau de 6 % au début juillet, de nouveaux foyers viennent de se mettre en grève dans la région parisienne mais aussi, fait nouveau et de grande importance, en province (Strasbourg, Marseille après Dijon).

D'autre part, de nouveaux succès ont été obtenus notamment l'annulation de 6 expulsions datant du mois d'avril 1976 (3 par le Conseil d'État et 3 par le nouveau ministre de l'Intérieur).

En fin le lundi 1er août, le tribunal des référés de Paris statuait sur deux plaintes déposées par les résidents contre la Sonacotra. Pour la première, suite à un début d'incendie dans le foyer de Saint-Denis, le tribunal a désigné un architecte-expert chargé de faire le constat des carences en matière de sécurité dans le foyer. Pour la deuxième, exigeant la réouverture des chambres de certains délégués, fermées par les gérants racistes, le tribunal rendra sa décision le 8 août.

Les 200 à 300 travailleurs, immigrés en majorité, présents sont repartis plus déterminés que jamais à poursuivre jusqu'à la victoire leur lutte qui dure depuis 32 mois maintenant.

Consommation

D'après une étude récente de la revue «coopération, distribution, consommation», les professions libérales et les industriels consomment en France deux fois plus de viande de bœuf, bien plus de légumes, de fruits frais etc... que les ouvriers. Ils dépensent 2,6 fois plus pour s'habiller, 3,5 fois plus pour se loger (sans parler de ceux qui sont propriétaires de leur logement), sept fois plus pour consulter des médecins spécialistes et 40 fois plus pour les loisirs et les vacances. Madame Scrivener, secrétaire d'État à la consommation, prodigue en conseils judicieux, ne va pas sans doute manquer de proposer aux ouvriers, pour réparer ces inégalités de se rattraper encore plus sur les pâtes le pain et les légumes secs.

Racisme à l'ANPE

« Agence nationale pour l'emploi, offre n° X, soudeur arc P2/P3, européen 12/14 F de l'heure, véhicule fourni, Fontaine et environs». C'est cette offre d'emploi raciste qu'on pouvait lire dans une agence de Grenoble, où plusieurs employés ont des sympathies notoires pour l'extrême droite et seraient membres du SAC.

Un travailleur tunisien au chomage, Mohamed Ben Diab, qui a osé élever des protestations s'est vu rapidement emmené par les flics au commissariat et matraqué. Il a fallu la mobilisation de chômeurs et de travailleurs antiracistes pour le faire libérer. Le comité de soutien qui distribuait des tracts explicatifs devant l'agence a été lui-même matraqué. Loin de condamner ces agissements et ce racisme la «justice» a condamné Diab à 4 mois de prison avec sursis et le pouvoir voudrait l'expulser.

Crime du capital

Le 23 juillet, un ouvrier de 23 ans, M. Daniel Boivin a trouvé la mort dans la fabrique de moules pour pneumatiques des usines Michelin à Clermont-Ferrand.

Il a eu la tête écrasée sous le pilon d'une presse à injecter. Des incidents s'étaient déjà produits sur cette machine quelques semaines auparavant.

Mais il faut croire qu'aux yeux des patrons la vie d'un ouvrier n'a pas valu la peine d'entreprendre les réparations nécessaires.

LES VACANCES

Selon que vous serez riches ou pauvres...

Des manches de pull-over transformées en cagoules, une Fiat 127, un briquet, ce sont les indices sur lesquels travaillent les enquêteurs du hold-up du Club Méditerranée de Corfou. Ce hold-up a coûté la vie à un employé et les voleurs ont dérobé la caisse du club représentant «l'argent de poche» des «gentils membres» qui se monte à la coquette somme de 120 millions de francs.

QUAND REVERRA - T-IL SON PAYS ?

Pour un travailleur antillais, partir aux Antilles avec sa femme lui revient à 9 000 F. Les travailleurs des colonies françaises n'ont droit à un congé avec voyage payé que tous les 5 ans.

Beaucoup de travailleurs immigrés doivent économiser un ou plusieurs années avant de pouvoir payer l'avion ou le bateau de retour au pays. Et ceci est encore renforcé par le plan d'expulsion des travailleurs immigrés lancé par Barre. Par la campagne raciste voulant faire croire que les immigrés sont responsables du chômage par l'«aide au retour», une menace supplémentaire pèse sur ceux qui seraient tentés de partir plus d'un mois : ne plus retrouver d'emploi ou être radiés de la liste des demandeurs d'emploi.

Presse et radio s'émeuvent sur ce hold-up qui «frappe» les «gentils membres» venant se prélasser dans des résidences, en vacances.

Au même moment, les travailleurs prenant un congé indispensable après 11 mois d'exploitation s'entassent par milliers dans les campings. Le tourisme constitue pour la bourgeoisie un moyen de faire des profits.

Veut-on louer un appartement ? On devra alors payer un loyer double à quadruple de celui des périodes non estivales. Restent les campings où un tarif élevé est fixé par campeur, enfants, voiture, pour une petite place au milieu de centaines d'autres tentes et caravanes et pour des installations sanitaires rudimentaires et en nombre insuffisant.

Mais, des exemples de camping montrent que les travailleurs savent exploiter le fait d'être ensemble en vacances pour organiser spontanément entre eux des jeux, échanger leurs expériences, venant par là rompre l'isolement de chaque tente et renforcer leur lien de classe.

Une autre forme de camping : le camping à la ferme. Il peut être l'occasion de consolider l'unité entre travailleurs de la ville et de la campagne.

Catherine LEMAIRE



Il y a vivre... et vivre.



Gaspillage et mépris des peuples

Les «gentils membres» du Club Méditerranée n'en croyaient pas leurs yeux, au moment du hold-up de Corfou, car ils croyaient qu'il s'agissait du jeu qu'ils avaient organisé quelques jours plus tôt.

Il faut dire qu'on va là-bas pour oublier les soucis. «Vous avez des soucis, partez au Club Méditerranée», comme le dit la publicité à la radio. Et, ce ne sont pas n'importe quels soucis ! Pensez, donc, ce sont pour beaucoup des patrons et cadres supérieurs. Toujours à la merci d'une baisse des cours ou d'une séquestration par les temps qui courent.

Au club, on se «dépayse» : du soleil, les plus belles plages du tiers monde... Fini les villas et appartements luxueux ! On habite dans des «cases». Fini les chers collègues et messieurs les directeurs ! On est des «gentils membres». On s'amuse entre gens du monde. On ne se préoccupe de la population locale que pour acheter une djellaba ou un tapis dans un souk.

Ces gentils membres se comportent en pays conquis, dépensent en un jour autant d'argent qu'en consommerait une famille de ces pays du tiers monde pour l'année et plus. Souvent, les habitants sont regardés comme des Indiens dans les réserves. Dans les colonies françaises, (Dom-Tom) — les Antilles, la Réunion, Tahiti — tout est prévu pour la détente de ces touristes alors que les peuples de ces pays manquent des conditions d'hygiène les plus élémentaires, alors que les travailleurs immigrés en France vivent dans les pires conditions et doivent attendre des années avant de pouvoir retourner dans leur pays en congé.

Et tout ça pour qui ? Pour les caisses de Trigano, PDG du Club Méditerranée et ... bailleur de fonds du P«C»F.

NOTES DE LECTURE

La révolte des Corbières

Parue en 1969 cette nouvelle, écrite dans un style très vivant, décrit toute une série d'événements imaginaires où transparaissent une profonde connaissance de la région des Corbières, des problèmes des petits paysans et du monde des notables viticoles.

Le sujet : un paysan pauvre des Corbières, Pierre Arcens, pris à la gorge par la crise viticole se rend à une manifestation à Carcassonne, cette manifestation pacifique au départ se termine par les brutalités des forces de l'ordre capitaliste.

C'est le départ d'une prise de conscience. Quelques jours plus tard, des inscriptions fleurissent sur les murs, elles disent : «Vive les révoltés». C'est que depuis la manifestation de Carcassonne, Arcens a pris le maquis avec quelques paysans contre les gendarmes du coin.

Dès lors, de péripéties en péripéties, nous voyons les notables, le gouvernement, la police s'évertuer à casser le mouvement par la force et par la ruse pendant que le mouvement des révoltés grossit de jour en jour en trouvant le soutien de plus en plus large de la population y compris des ouvriers des villes.

Mais bien entendu, il s'agit d'une révolte et pas d'une révolution, ce qui est en jeu ce sont des revendications économiques et non pas encore le renversement de l'État bourgeois : alors le mouvement des révoltés va être amené à adapter sa tactique à la situation et finalement d'importants avantages sont arrachés au pouvoir.

Mais dans la tête de chaque personnage, il y a la conscience bien nette qu'on n'a arraché que des miettes et qu'un jour ou l'autre...

Le canon Fraternité

Jean-Pierre Chabrol Collection NRF.

C'est l'histoire d'un banlieusard venu à Paris qui est pris dans l'ouragan de la Commune. Nous sentons tout au long des 700 pages gronder la colère du peuple de Paris qui se bat contre l'occupation étrangère et contre sa bourgeoisie. Nous cotoyons les grands de la Commune mais nous percevons ainsi les causes de la défaite, les contradictions au sein des communards et le manque cruel d'un parti révolutionnaire. Il s'agit d'un roman épique, enthousiasmant écrit dans un style réaliste.

Les cinq doigts du jour

Recueil de 6 nouvelles de H. Bouhazer. Éditions SNED (Alger).

6 héros du peuple algérien, 6 nouvelles racontant sa lutte de libération nationale. Révolte dans les prisons : «*Je m'appelle Houria. Algérienne est mon nom. Il pleut dans la cour et il gronde dans mon cœur. J'ai vingt ans...*».

Certitude de la victoire future : «*Nous sommes le torrent. Terrible est sa colère. Seule la mer peut le contenir. Le drapeau flottera, libre et beau. Nous sommes la hampe du drapeau*».

Lutte des maquisards : «*L'ennemi voulait nous bloquer. Il comptait sur l'aviation et sur l'artillerie avant de déclencher l'attaque décisive. Nous étions préparés au corps à corps. L'ennemi lançait autour de nous des lucioles, dans le ciel menaçant, quand soudain s'éleva, de l'autre côté de l'oued, un hymne puissant : l'hymne des combattants de l'Armée de libération nationale*».

«Ils nous ont fait beaucoup de promesses tellement que je ne puis m'en souvenir, mais ils n'en ont jamais tenu aucune; en revanche, ils ont dit qu'ils nous prendraient nos terres et ils les ont prises»

Citation d'un chef indien

CINEMA

«LITTLE BIG MAN»

«Little Big Man !», littéralement : «petit gros homme». Rien à voir avec les titres habituels du western : «Prépare ton cercueil Trinita», «Pour une poignée de dollars», «Et tes os blanchiront au soleil».

Il s'agit en fait d'un film qui prend le contre-pied des westerns classiques.

Il parodie toute la légende de l'Ouest et tous les procédés de ces films.

L'anti-héros

«Petit gros homme», c'est le nom du héros. Il n'a rien de commun avec les personnages incarnés par Robert Mitchum ou John Wayne. Il n'a pas l'assurance de ces héros au regard dur, à la gâchette facile. Seul rescapé d'une attaque de diligence, il est recueilli par une tribu d'Indiens et adopté par «Vieille Peau de hutte» le chef de la tribu. Tout au long du film, notre héros va hésiter entre Américains et Indiens. Jusqu'au moment où il entraine le général Custer dans un piège. Alors que dans les westerns traditionnels les Indiens sont toujours présentés de façon négative, ici, c'est le contraire.

Tout le monde conventionnel d'aventures et de baroudeurs est présenté sous son jour véritable : un monde d'escrocs sans scrupules et de pillards.

C'est vrai pour le droguiste-charlatan qui perd un membre à chaque nouvelle invention de produit-miracle, c'est vrai pour le pasteur. Le monde du western est présenté comme un monde de convention ; on voit «Little big man» qui répète pour devenir un tueur au visage impassible et qui apprend à imiter John Wayne. «Little big man» tour à tour tueur, commerçant, alcoolique, éclaireur, traverse ces différents milieux et révèle avec humour ce qui se cache derrière la *«loi blanche»*.

C'est une société tellement pourrie que Little big man ne pourra jamais s'y adapter et retournera toujours vers les Indiens.

Léon CLADEL

Little Big Horn

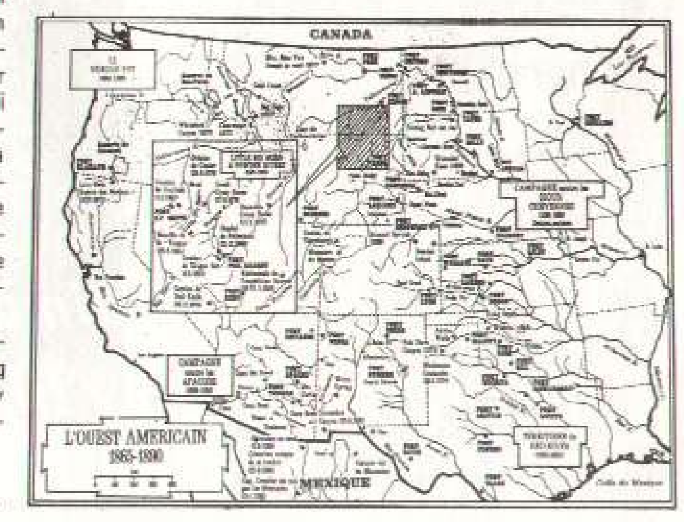


Taureau-Assis, l'un des chefs indiens, vainqueurs de la bataille de Little Big Horn.

Le fim se termine par la victoire des Indiens à Little Big Horn. Notre héros devenu, encore une fois éclaireur, envoie le Général Custer dans un piège. C'est en 1876 que cette bataille s'est réellement passée : les Sioux et les Cheyennes réunis ont exterminé Custer et son bataillon ainsi que la septième cavalerie. (Selon le récit d'un Cheyenne qui participa à ce combat, beaucoup de soldats s'entretuèrent pour éviter d'être capturés.

Cette bataille venait après de nombreux massacres dont la bataille de Washita où Custer attaqua par surprise le camp du pacifique Chaudron Noir, tuant une centaine d'Indiens et huit cent soixante quinze chevaux. C'est *«L'Indian Removal Act»*, signé en 1830 par Jackson qui marqua le début de la politique de colonisation et de génocide systématique envers les Indiens. Tous les Indiens étaient sommés de s'installer à l'Ouest du Mississippi. «Nous devons répondre aux Sioux avec une ardeur agressive, disait-il même s'il faut aller jusqu'à les exterminer, hommes, femmes et enfants. Il n'y a pas d'autre solution pour aller jusqu'à la racine du problème».

Voilà qui en dit long. Les généraux Sherman et Sheridan affirmaient quant à eux que la manière la plus rapide d'assurer la destruction des Indiens était de détruire leurs sources de subsistance: Une partie de ce plan consistait à faire brûler l'herbe par l'armée sur de larges surfaces pour détruire le fourrage des bisons. Voilà ce qui se cache derrière «la conquête de l'Ouest».



SOIR D'EMEUTE EN POLOGNE

«Je me souviens d'avant ;
L'usine avait des ailes ;
Je chantais ma fatigue dans le rythme des bielles ;
Ma fatigue était bonne ;
Je devenais savant,
Je savais vers quel ciel j'emmenais mes enfants.
C'était le socialisme et nous étions des hommes.
Nos cœurs étaient tracteurs,
Nous poussions les cadences ;
Cent mille grues dans les airs
Marquaient notre puissance.

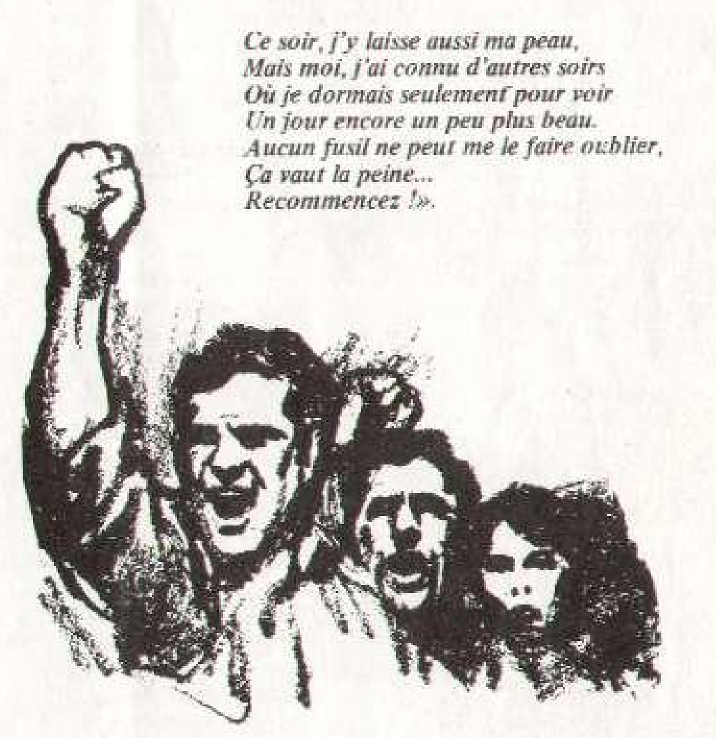
Les machines...
Les machines qui chantaient...
Aujourd'hui qui m'éreintent.
Je ne suis plus un homme ;
Nous sommes des salariés.
Tiens !
Revoilà les trognes
des contremaitres
et des poulets.
Ils disent que tout est comme avant
Menteurs !
Menteurs !
Je perds mon sang.

Mes filles ornent les bordels des soldats
russes
On a faim à la fin du mois
Plus
Le travail qui nous abat !
Ils nous disent que rien n'a changé ;
Sauf que je suis sur le pavé...
A crever.
Camarade, ça n'est plus notre État !
C'est changé.
Pourtant, je te jure que mes bras,
Que mon cœur
N'ont jamais lâché.
Sans arrêt, j'ai produit
Produit
Pour mon peuple et pour moi.
Où sont passés les fruits ?
Les profiteurs reviennent, tu vois.

Les popes à nouveau parcourent les chemins,
Balançant leur barbe hypocrite
Et l'encens...
et les crucifixs...
Les paysans joignent les mains
Dans les champs qu'on leur a repris ;
Des ivrognes s'écroulent le long des nuits,
Ça trompe la faim.

Pour subsister
Grèves
Emeutes
Résistance...
Bon dieu ! Que ça fait mal, une balle dans la panse...
Et contre nous, les flics,
Et les milices armées,
Et les casernes de soldats
Etrangers
Et les discours à la télé
«Ça va changer»
Qu'ils nous disent
Chaque fois qu'on s'est fait mitrailler
Chaque fois qu'on va nous rationner.

Ce soir, j'y laisse aussi ma peau,
Mais moi, j'ai connu d'autres soirs
Où je dormais seulement pour voir
Un jour encore un peu plus beau.
Aucun fusil ne peut me le faire oublier,
Ça vaut la peine...
Recommencez !».



Ce poème qui met en scène un ouvrier révolutionnaire polonais révolté contre le pouvoir social-fasciste et l'occupant russe est tiré du recueil de Dominique Pagelle «Camarades» en vente à la librairie «Les Herbes sauvages».

En 1937, le Front populaire tire sur les ouvriers



En 1936 les ouvriers, dans l'enthousiasme, balaient le gouvernement bourgeois de droite de Laval ; un an plus tard, ils subiront la répression du gouvernement de Front populaire de Blum.

Le 16 mars 1937, le PSF (Parti social français) (1) de De La Rocque organise à Clichy une réunion que le ministre de l'Intérieur de l'époque, Marx Dormoy, se refuse à interdire. Le maire SFIO de Clichy, Auffray, le conseiller général Naile et le député Honel, tous deux du PCF, lancent un appel à la contremanifestation dont le but est de «montrer massivement aux ennemis du peuple que la place des représentants du capital et du fascisme international est ailleurs qu'au centre d'une ville qui entend vivre libre». Dormoy a mis en place un important service d'ordre.

La police tire sur les ouvriers

Quand les manifestants ouvriers, partis de l'Hôtel de ville, tentent de gagner le cinéma Olympia où se tient la réunion du PSF, le service d'ordre s'interpose. Aussitôt, il se met à cogner sur les manifestants, puis tire : il y a cinq morts et des centaines de blessés.

La réaction ouvrière est immédiate : des grèves éclatent un peu partout, des grèves purement «politiques» sans aucune revendication d'ordre professionnel, des grèves qui se moquent de la légalité. Les ouvriers exigent le châtiment des responsables des forces de l'ordre. Face à cette réaction spontanée de la classe ouvrière, le PCF choisit le camp des tueurs.

Le PCF freine la classe ouvrière

Maurice Thorez, arrivé à la mairie de Clichy à 22 h 45, refuse de s'adresser du balcon aux travailleurs qui se pressent sur la place. Il recommande le calme et promet de demander la démission de Dormoy. Tous les partis du Front populaire et la CGT volent au secours du gouvernement. L'UD de la région parisienne, «en présence des mouvements spontanés», lance le mot d'ordre de grève générale d'une demi-journée pour la matinée du 18, en recommandant d'«éviter toutes les manifestations de rue, à reprendre partout le travail l'après-midi pour manifester la puissance et la solidarité du mouvement» ? Le but de ce mot d'ordre : canaliser la colère ouvrière. D'ailleurs la CGT et le PCF ne s'en cachent pas.

Henri Raynaud, secrétaire de la CGT et dirigeant communiste déclare : «Dans la journée d'hier, les grèves éclataient un peu partout spontanément de façon anarchique. Elles se développaient et se généralisaient d'une façon qui pouvait donner à toutes les provocations une base d'action redoutable. Certaines de ces grèves n'ont pu être arrêtées mercredi que parce que les ouvriers ont su que l'UD envisageait un mouvement de grève générale pour le jeudi. Ainsi cette grève générale a été une grève pour le maintien de l'ordre» (2).

Le PCF a choisi de soutenir le gouvernement de Front populaire plutôt que de soutenir le peuple en colère contre ses assassins. Pourquoi une telle attitude ? Le PCF a misé toute sa politique sur le Front populaire sans en avoir la direction ; ainsi, il appuyait un gouvernement dirigé par des bourgeois et n'admettait aucune atteinte contre ce gouvernement même si elles étaient justes. Le PCF, au lieu de jouer le rôle de l'avant-garde révolutionnaire comme il aurait dû le faire, a fait le jeu de la bourgeoisie. Cette attitude est une erreur grave qui se faisait déjà jour en 1936.

Des communistes refusent la trahison

A Renault, le 18 mars de violentes discussions opposent partisans et adversaires de la reprise du travail, un chef d'atelier jugé factieux est chassé de l'usine. Il semble que cadres et militants communistes se soient divisés et même heurtés.

Les leçons à tirer

Cette affaire sert de leçon : elle montre ce qu'est amené à faire un parti communiste quand il choisit une voie opportuniste, elle montre aussi qu'un gouvernement de «gauche» sait aussi bien réprimer qu'un gouvernement de droite.

Quant à ceux qui préconisent aujourd'hui un soutien électoral à l'Union de la gauche en prétendant la déborder une fois au pouvoir, qu'ils méditent donc sur les crimes de Clichy.

(1) Le Parti social français était un parti nationaliste-fasciste.
(2) Déclaration faite le 18 mars 1937 à «Ce soir».

Évelyne LE GUEN